

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

Vol.I No.1

Janvier-février 1999

Sommaire

Débat sur les droits de propriété intellectuelle :	
Les citoyens et l'OMC	3
Nouvelles de l'OMC	5
Règlement des différends	8
Réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends	10
Nouvelles de l'Intégration Régionale :	
Conseil Ministériel ACP-UE de Dakar	13
Recommandations des ONG ACP	14
Nouvelles des partenaires	15
Calendrier et ressources documentaires	16

NOUVELLES DE L'OMC

Préparation des négociations sur le programme incorporé : des considérations d'ordre non commercial menacent les pourparlers sur l'agriculture

Les Membres de l'OMC ont commencé à esquisser, en novembre, leurs futures négociations sur la libéralisation des échanges dans l'agriculture et les services, principaux points du programme incorporé des négociations commerciales multilatérales prévues pour débiter en l'an 2000. Ces négociations nommées 'cycle de négociations du millénaire' (en anglais Millennium Round) seront sans doute lancées par la troisième Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu à Seattle, USA, du 30 novembre au 3 décembre 1999. Dans, leurs discussions actuellement en cours dans les sessions spéciales du Conseil général de l'OMC, les Membres préparent le contenu de la Déclaration ministérielle qui sera adoptée à Seattle. Cette déclaration ministérielle indiquera l'étendue et le calendrier des négociations post-2000. Les prochains mois sont donc cruciaux pour le contenu des négociations multilatérales futures en matières du commerce.

Dans ce contexte, les Membres se sont réunis en octobre pour réfléchir sur l'application des Accords existants. En janvier et février 1999, ils ont présenté leurs points de vue sur des négociations éventuelles sur les questions de l'investissement et de la politique de la concurrence, et leurs propositions pour d'éventuelles nouvelles questions à mettre sur l'ordre du jour des négociations post-2000.

Outre de nouvelles négociations sur l'agriculture et les services, le programme incorporé mandate le réexamen de plusieurs autres Accords de l'OMC, y compris ceux relatifs aux mesures sanitaires et phytosanitaires, aux obstacles techniques au commerce et aux droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Etant donné les grandes divergences dans les priorités des Membres de l'OMC, il faudra des négociations intenses pour arriver à un consensus sur l'étendue de l'ordre du jour post-2000.

L'Union européenne, le Japon et la Corée poussent à la mise sur pied d'un 'cycle du millénaire', avec des négociations simultanées dans un grand nombre de domaines, menées comme un tout (on ne pourra séparer un domaine des autres, ni conclure les négociations dans un domaine sans l'avoir fait pour les autres). De nombreux pays développés et en développement, membres du Groupe de Cairns de producteurs agricoles sont également en faveur d'un cycle de négociations commerciales multilatérales couvrant une gamme étendue de domaines, mais soulignent que les négociations sur l'agriculture et les services ne doivent pas 'être liées, de façon inconditionnelle, à un accord sur un cycle global. Les Etats-Unis et le Canada, qui éprouvent de la méfiance à l'égard du lancement d'un cycle où 'rien n'est convenu si tout n'est pas convenu', proposent de compléter le programme incorporé par des négociations sectorielles séparées sur des sujets pour lesquels les Membres conviennent que des résultats pourraient être obtenus.

L'Inde, le Pakistan, Cuba et l'Egypte sont les plus grands défenseurs de l'idée selon laquelle l'action future de l'OMC doit se concentrer sur la mise en œuvre effective des accords existants, plutôt que sur une libéralisation accrue des échanges, au-delà du programme incorporé. Lors de la réunion de novembre, les Membres ont convenu que le Président du Conseil général, l'Ambassadeur John Weekes du Canada, devrait organiser des consultations sur la demande faite par l'Inde et l'Egypte au Secrétariat de préparer un document analytique sur l'impact de l'Uruguay Round sur les pays en développement.

Subventions à l'exportation, appui interne et accès au marché

Un grand nombre de pays souhaitent que les négociations sur l'agriculture mènent à la suppression des subventions à l'exportation et à une réduction massive des subventions à la production. L'Union européenne, le Japon, et – dans une moindre mesure – la Corée du Sud sont les principales cibles de cette démarche. Le Groupe de Cairns et les pays en développement sont pour la plupart d'accord sur des mesures visant essentiellement à ouvrir les marchés des pays développés. Outre la suppression des subventions à l'exportation, elles viseront de fortes réductions de tous les tarifs douaniers, y compris des mécanismes destinés à s'attaquer aux "crêtes" tarifaires et à la progressivité des droits de douane. Parmi les autres priorités, on compte l'élimination des tarifs prohibitifs et des mécanismes des droits de porte qui sont en fait des subventions à l'exportation déguisées.

Le Chili a préconisé une interdiction claire du renouvellement des subventions à l'exportation, une position partagée par d'autres pays en développement et par le Groupe de Cairns. Ce dernier et les Etats-Unis ont également déclaré que les négociations devraient finaliser les dispositions de l'article 10.2 de l'Accord sur l'agriculture relatives aux crédits et aux garanties à l'exportation et proposer des moyens d'imposer le respect des engagements en matière de subventions à l'exportation.

Le Groupe de Cairns recherchera également des réductions importantes des taux de droits sous contingents ainsi que des 'accroissements substantiels' des volumes de contingents tarifaires. Avec les Etats-Unis et le Pakistan, le Groupe a appelé à une gestion plus simple et plus transparente des contingents de taux tarifaires menant à une suppression progressive des contingents d'importation. Toujours selon les Etats-Unis, 'les Membres devraient se mettre d'accord pour rechercher d'autres approches en vue de s'attaquer aux questions d'accès aux marchés pour les produits biotechnologiques.'

Concernant le soutien interne, les Etats-Unis ont ajouté que les Membres devaient convenir de renforcer les règles afin que tout soutien à la production fasse l'objet de règles de l'OMC. La proposition vise la suppression de ce que l'on appelle les subventions 'boîte bleue' (*blue box*), qui, les Membres en ont convenu durant l'Uruguay Round, sont une distorsion au commerce mais ces subventions ont néanmoins temporairement été exclues des subventions au titre de l'OMC, afin de s'accommoder des subventions agricoles de l'UE liées à la production.

Les pays en développement, qu'ils soient membres du Groupe de Cairns ou non, ont fait une distinction importante entre les subventions des pays industrialisés qui constituent une distorsion pour les marchés mondiaux, et celles utilisées par les pays en développement pour atteindre des normes suffisamment élevées pour les exportations ou pour assurer la sécurité alimentaire. Ainsi, Cuba, la République Dominicaine, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua ont déclaré que le nouveau cycle de négociations devrait apporter aux pays en développement une certaine flexibilité et les structures pour les aider dans l'utilisation du soutien interne au secteur agricole, à condition que ce soutien soit orienté vers l'amélioration de la commercialisation, du transport et de la diversification de la production agricole ou pour garantir la conformité avec les réglementations sanitaires et phytosanitaires.

Le Pakistan et l'Inde ont demandé que les prochaines négociations se penchent sur le déséquilibre entre le droit des pays industrialisés à maintenir des restrictions à l'importation, ainsi que des subventions internes et à l'exportation, et l'interdiction faite aux pays en développement – qui n'ont pas eu ces mesures avant l'Uruguay Round – de les introduire au-delà d'un niveau *de minimis* de 10%. La République Dominicaine et le Honduras ont présenté un document sur les besoins spécifiques des pays en développement ayant des économies vulnérables et de faible importance, tels que les petits Etats insulaires. Cependant, selon certains observateurs, il est peu probable que d'autres pays en développement Membres de l'OMC acceptent de créer une nouvelle catégorie d'Etats pouvant prétendre à des tarifs préférentiels.

Traitement spécial et différencié

L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, qui donne mandat aux Membres pour qu'ils initient de nouvelles négociations agricoles avant l'an 2000, prévoit également que ces négociations tiennent compte de 'considérations autres que d'ordre commercial' et d'un 'traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres.' Lors de la réunion de novembre, l'Inde et le Pakistan ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer, et par-dessus tout, de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur l'agriculture 'relatives au traitement spécial et différencié'.

Concernant les futures négociations, l'Inde a déclaré qu'il serait peut être nécessaire d'adopter une approche 'marché plus' pour les pays en développement dont 'un pourcentage significatif de la population non seulement dépend du secteur agricole pour sa subsistance, mais encore survit juste au-dessus du seuil de pauvreté'. Une approche 'marché plus' prendrait en compte des considérations autres que d'ordre commercial telles que le maintien des moyens d'existence de la paysannerie rurale, et une production alimentaire suffisante pour faire face aux besoins internes. D'autres pays en développement ont fait des interventions similaires, et le Pakistan a observé que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires devraient être traduites en obligations plus spécifiques pour prendre en compte les insuffisances des pays en développement en matière d'infrastructures et aider ces pays à réaliser des niveaux appropriés de protection sanitaire et phytosanitaire de leurs exportations.

Tous les pays ont reconnu que les mesures relatives au traitement spécial et différencié constitueraient une partie importante des résultats des négociations, bien que le Groupe de Cairns n'ait pas totalement suivi les arguments de l'Inde sur leur utilité pour aborder la question de la sécurité alimentaire et des considérations autres que d'ordre commercial.

Considérations autres que d'ordre commercial

Ces considérations sont en train de devenir un des principaux champs de bataille des prochaines négociations commerciales qui, selon certains observateurs, seront les plus difficiles jamais menées. L'UE, le Japon et la Norvège soutiennent que l'agriculture ne peut pas être soumise au même traitement que les autres disciplines du GATT en raison de son rôle 'multifonctionnel'. Selon ces pays, la 'boîte verte' des subventions autorisées au titre de l'Accord sur l'agriculture devrait être maintenue et élargie pour couvrir le soutien interne à une production agricole écologiquement rationnelle, à l'emploi rural, au développement et à la culture, à la protection des sites agraires, et à d'autres considérations liées à l'environnement. La 'boîte verte' spécifie les subventions qui, d'après les Membres, ne sont pas une distorsion au commerce et sont donc autorisées au titre des règles de l'OMC.

La Corée partage avec les autres partisans du rôle multifonctionnel singulier de l'agriculture, la caractéristique d'avoir un secteur agricole fortement protégé, mais contrairement à l'UE, la Corée est importatrice nette de produits alimentaires. La Corée a préconisé une levée partielle et progressive des obstacles au commerce, tels que des droits de douane élevés ou des contingents tarifaires, ainsi que l'élargissement de la boîte verte pour couvrir les mesures liées à la multifonctionnalité et à la sécurité alimentaire.

Cette approche sera vivement combattue par le Groupe de Cairns et par pratiquement tous les pays en développement. L'Australie a fait valoir que les dispositions existantes de la boîte verte (telles que le stockage public à des fins de sécurité alimentaire, l'aide alimentaire interne, les programmes environnementaux, le soutien à des équipements ruraux et la lutte contre les parasites) étaient suffisantes pour se pencher sur des considérations légitimes autres que d'ordre commercial, et qu'il n'y avait pas de raison pour que 'particulièrement les pays riches, développés et protectionnistes' y aient recours 'comme prétexte pour éviter de libéraliser le commerce lié à l'agriculture'. Les Etats-Unis ont déclaré que jusqu'ici, contrairement à leurs craintes initiales, les pays n'avaient pas utilisé la boîte verte de façon abusive par l'adoption de définitions larges des subventions autorisées, mais qu'ils s'opposeraient à l'élargissement du champ d'application de cette boîte.

L'Argentine a exprimé avec force les objections du Groupe de Cairns et des pays en développement à la conception que se fait l'UE des considérations autres que d'ordre commerciales, en soutenant que 'les préoccupations des consommateurs, ni la protection des paysages, de la culture rurale ou de l'environnement ne doivent nécessairement mener à des montagnes de surplus qui sont par la suite déversés sur le marché mondial à des prix que nous ne pouvons pas concurrencer et qui, au bout du compte, entraînent encore plus de marginalisation et de pauvreté dans nos pays'. Le Chili a également déclaré qu'en aucune circonstance, il ne pouvait accepter des obstacles au commerce fondés sur des raisons liées à l'environnement, et que le meilleur moyen de remédier aux pratiques agricoles préjudiciables à l'environnement serait de réformer les subventions agricoles et les restrictions à l'importation. Des propositions du même type ont été faites dans le Comité sur le commerce et l'environnement, notamment par l'Argentine, dans le cadre de discussions sur les avantages environnementaux tirés de l'élimination des obstacles au commerce.

Sécurité alimentaire

Pour la plupart des pays en développement, la sécurité alimentaire est la 'considération autre que d'ordre commercial', que le prochain cycle doit examiner en priorité, surtout s'agissant des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Le Chili a estimé que le nouveau cycle devrait aboutir à une interdiction des restrictions à l'importation car de

telles mesures perturbent l'approvisionnement en vivres, affectant tout particulièrement les pays importateurs nets d'aliments. Cuba, la République Dominicaine, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua ont exigé un meilleur accès aux marchés pour les produits des pays importateurs nets pour leur permettre d'accroître leurs recettes d'exportation et donc de faire face à des factures d'importation de produits alimentaires plus élevées.

L'Inde et le Pakistan ont souligné les faiblesses du principe selon lequel les pays devraient importer des produits alimentaires si leur coût était moindre que celui de la production locale. Ceci, d'après eux, n'était possible que pour les pays disposant de réserves en devises suffisantes pouvant faire face à ces importations. Dans les pays en développement qui n'étaient pas en mesure de générer suffisamment de devises à travers leurs exportations, le soutien du gouvernement aux fermiers locaux produisant pour la consommation intérieure était une nécessité pour assurer la sécurité alimentaire et une 'préoccupation autre que d'ordre commercial' légitime pouvant justifier les subventions. Dans le même ordre d'idée, le Pakistan a estimé que l'Accord de l'OMC sur les subventions devrait accorder aux pays dont la production vise essentiellement la sécurité alimentaire, 'la liberté de conserver leur propre régime interne de subventions principalement orienté vers la protection des fermiers et la réalisation d'un plus haut niveau d'autosuffisance alimentaire.'

Par contre, le Groupe de Cairns a soutenu que la libéralisation des échanges n'était pas suffisante en soi, mais qu'elle faisait 'nécessairement partie de la solution' pour assurer la sécurité alimentaire. Elle aiderait à 'réduire les distorsions commerciales internes et à garantir un meilleur accès au marché et des prix plus élevés pour les exportations des pays en développement'. Seuls les pays les moins avancés et importateurs nets de produits alimentaires auraient besoin d'une forme d'aide à long terme pour faire face aux effets de la libéralisation agricole.

Délais et forum

Un consensus semble se dégager pour que les négociations agricoles s'achèvent d'ici fin 2003, date d'expiration de ce que l'on appelle la 'clause la paix'. Cette disposition de l'Accord sur l'agriculture de l'Uruguay Round a été conçue pour empêcher les pays d'initier des enquêtes sur les droits compensateurs durant cette période. Les Etats-Unis et l'Argentine ont également préconisé que des délais intermédiaires soient fixés au sein du processus de négociation. Seule l'Inde a souligné qu'il était plus important d'arriver à un nouvel Accord acceptable que de terminer les négociations dans les délais. Il reste aussi à décider si les négociations sur l'agriculture seront menées par le Comité de l'OMC sur l'agriculture; par une instance spéciale mise sur pied à cet effet ou par le Conseil général lui-même.

Services : champ et secteurs

L'Australie, la Norvège, la République Tchèque et l'Union Européenne ont souligné avec force que les prochaines négociations sur les services devraient couvrir de façon globale tous les secteurs des services, et ont également préconisé une large participation des pays en développement à ces pourparlers. 'Une approche globale offre de meilleures perspectives de concessions mutuelles et d'accord global avec des profits substantiels pour tous les Membres,' a noté l'Australie. Le Japon a semblé adopter une attitude prudente en soulignant que la libéralisation devrait être 'progressive' et reposer sur une évaluation prochaine du commerce des services.

Le Brésil a souligné que les pays en développement étaient essentiellement des importateurs de services et que les accords qui touchent aux services n'avaient pas créé pour ces pays de nouvelles ou de meilleures opportunités d'exportation. Avec d'autres pays en développement, l'Inde a mis l'accent sur le fait que les négociations sur les services 'doivent tenir compte des objectifs des politiques nationales et du niveau de développement des Membres, tant dans l'ensemble des secteurs que dans les secteurs pris individuellement.' Les deux pays ont mis en exergue le fait que le principe de 'libéralisation progressive' de l'Accord général sur le commerce des services (GATS) assurait de façon explicite aux pays en développement Membres pris individuellement, la flexibilité pour ouvrir moins de secteurs, libéraliser moins de types de transactions, et élargir progressivement l'accès au marché, conformément à leur situation de développement. Le Brésil a pour sa part déclaré n'exclure *a priori* aucun secteur des services lors des négociations, mais que le niveau des attentes ne pouvait être le même pour tous les secteurs, celui des services financiers offrant 'moins de marge pour une hausse significative du niveau des engagements.'

Nombre de pays ont mis en exergue des domaines d'intérêt particulier pour leurs économies. Les services financiers, ceux des télécommunications, les services concernant l'environnement, l'éducation et la distribution ont été parmi les priorités des pays développés, alors que les pays en développement mettaient l'accent, entre autres, sur les services professionnels, et les services de la santé et des affaires sociales, ainsi que sur les services liés à la construction, à l'ingénierie et au tourisme.

L'UE, l'Australie et la République Tchèque ont été parmi les pays qui ont fortement insisté sur l'importance que revêt un environnement réglementaire clair, transparent, prévisible pour les prestations de services, et, avec une référence particulière à la récente crise financière, sur la nécessité d'une réglementation interne adéquate, proportionnée et transparente. L'Australie a déclaré qu'elle chercherait à rendre juridiquement effectives les disciplines concernant la réglementation interne pour les services professionnels.

Le Chili a préconisé que les négociations sur les services accordent la priorité aux subventions: les Membres devraient établir un régime qui fait une distinction nette entre les subventions liées aux services justifiées par des objectifs de politiques de développement légitimes et les subventions visant la réalisation d'un avantage commercial qui peuvent donner lieu à des poursuites. Nombre de pays en développement dont le Chili et le Brésil ont mis en évidence l'importance que revêt la

clarification des mesures de sauvegarde: les sauvegardes d'urgence devraient essentiellement être temporaires, et n'être utilisées que dans des cas imprévus d'importations accrues d'un service donné.

Mouvement des personnes physiques

Le mouvement des personnes physiques est le domaine d'intérêt des pays en développement dans le contexte des services. C'est également dans ce domaine que le moins de progrès a été réalisé depuis la fin de l'Uruguay Round. C'est une question sensible en raison de ses liens avec la politique d'immigration et de la crainte qu'une plus grande liberté de mouvement des prestataires de services ne mène à un emploi et à un séjour permanents dans le pays hôte.

Durant la réunion de novembre, le Pakistan et l'Inde – avec l'appui d'un grand nombre de pays en développement – ont insisté sur la nécessité d'une libéralisation accrue dans ce domaine, avec un accent particulier sur la nécessité de réduire le recours aux 'examens des besoins économiques' (ABE), l'absence d'accords de reconnaissance mutuelle pour les prestataires de services professionnels, et les conditions draconiennes d'obtention de permis de travail et de visas. L'Inde a taxé les ABE 'd'obstacle énorme au mouvement des personnes physiques en tant que prestataires de services,' et a déclaré espérer que les négociations aboutiraient à 'une suppression complète des ABE dans les engagements horizontaux des pays développés Membres.'

ADPIC/MIC

Le Venezuela a appelé à plus de cohérence entre les réexamens de l'Accord concernant les investissements liés au commerce (MIC) et de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), tout en s'attaquant à l'absence de disciplines en matière de concurrence. Du point de vue d'un pays en développement, le Venezuela a déclaré que ces thèmes avaient en commun la capacité de contribuer à la transformation structurelle des économies des pays en développement à travers leur participation aux flux d'investissement et au développement technologique. Les pays en développement devront cependant lutter contre la tendance des pays industrialisés à durcir les règles de l'investissement et de la technologie, ainsi que les possibilités de les acquérir. Des régimes d'investissement et de propriété intellectuelle trop rigide réduiraient le droit des pays en développement à appliquer des politiques de développement économique actives, car pratiquement tous les instruments de ce type constitueraient une distorsion aux flux commerciaux. L'Inde a noté que le réexamen des Accords sur les MIC et sur les ADPIC n'avait pas pour but d'imposer aux pays en développement un fardeau et des engagements supplémentaires, mais sur la base de l'expérience acquise, d'apporter un soulagement aux Membres.

Les Etats-Unis ont souligné la nécessité d'assurer le respect des dispositions des Accords sur les ADPIC à la fin de la période de transition pour nombre de pays en développement, en l'an 2000. Ils ont également exhorté les Membres à 'réfléchir à l'opportunité d'élargir l'Accord sur les MIC à d'autres mesures disciplinaires des MIC, pour inclure les obligations de performance à l'exportation, de transfert de technologie et de gestion des produits'. L'UE aimerait également durcir les mesures disciplinaires des MIC dans ces domaines.

COMMENTAIRES

Débat sur les droits de propriété intellectuelle : l'OMC doit tenir compte de l'avis des citoyens sur les brevets sur les espèces vivantes

Par David R. Downes et Matthew Stilwell

Lors de sa réunion de décembre 1998, le Conseil des ADPIC a, pour la première fois, débattu du réexamen en 1999 de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC. Dans les mois à venir, ce réexamen soulèvera la question litigieuse de savoir si l'Accord sur les ADPIC devait être étendu pour demander aux gouvernements de reconnaître les brevets sur 'la vie même'. Durant la réunion de décembre, les gouvernements ont discuté de la procédure à suivre dans le réexamen 1999. Lors du Conseil des ADPIC de février 1999, le réexamen de l'article 27.3(b) était de nouveau à l'ordre du jour. Lors de cette réunion, certains Membres de l'OMC - dont la Bulgarie, le Canada, l'Union européenne (UE) et ses pays membres, la Corée, les Etats Unis et la Zambie - ont soumis des informations sur la façon dont leur droit national aborde les inventions relatives aux plantes et aux animaux.

Les informations disponibles portent malheureusement à penser que les gouvernements ont prêté peu d'attention à un des principaux points de procédure: la nécessité d'ouvrir le processus à un examen minutieux par le grand public et aux contributions de ce public.

La brevetabilité du vivant implique des questions relatives aux droits des consommateurs, à la conservation de la diversité biologique, la protection de l'environnement, l'agriculture durable, les droits des autochtones, la liberté scientifique et académique, et le développement éco-nomique des pays dépendant des nouvelles technologies. Les organismes vivants ou

des parties d'organismes tels que les gènes humains, doivent-ils être considérés comme des 'inventions' pouvant être brevetés au titre du droit de la propriété intellectuelle? Le réexamen de l'article 27.3(b) devrait entraîner un large débat public sur les nombreuses implications de l'élargissement des droits de la propriété intellectuelle aux espèces vivantes.

D'une certaine façon, la propriété intellectuelle est presque mondialement reconnue comme outil de politique essentiel dans les économies de marché. On accorde aux inventeurs des droits de propriété intellectuelle pour récompenser l'innovation et inciter à la circulation de l'information, ce qui encourage les autres à innover. Ces droits accordent le droit exclusif mais temporaire, de contrôler l'utilisation à des fins commerciales et la vente d'un objet de valeur. En même temps qu'ils encouragent l'innovation, ces droits permettent à leur titulaire d'augmenter les prix et de réduire l'offre aux consommateurs et peuvent ainsi lui donner la prédominance sur le marché ou même un monopole.

La portée des droits exclusifs –en termes de durée, de technologie, d'activité et d'application géographique– devrait ainsi être soigneusement définie pour maximiser les avantages du public. Une société équitable et créative doit développer des lois sur la propriété intellectuelle qui trouvent le juste équilibre entre d'une part, des incitations et une rémunération juste des innovateurs, et d'autre part, le risque de domination du marché, la réalisation de profits et des effets négatifs sur les intérêts des consommateurs.

De nos jours, le point d'équilibre semble se déplacer. Les lois sur la propriété intellectuelle sont définies lors de négociations internationales à huis clos dominées par l'industrie. Elles sont alors portées devant les parlements nationaux comme des faits accomplis, sans délibérations démocratiques. Au nom de la compétitivité sur le marché mondial, les gouvernements des pays industrialisés font la promotion des intérêts de l'entreprise en les aidant à renforcer leur contrôle sur les nouveaux développements de la biotechnologie et de la production pharmaceutique et à en tirer plus de bénéfices financiers.

De nombreux groupes de citoyens tant du monde développé qu'en développement, se préoccupent des impacts économiques, sociaux, environnementaux et éthiques de ces développements, et en particulier, de leur dernière manifestation : la perspective que l'Accord sur les ADPIC soit étendu aux brevets sur les espèces vivantes. En outre, de nombreux gouvernements de pays en développement s'inquiètent du fait que le contrôle de la nature et de la distribution de nouvelles formes de vie par des entreprises multinationales puissent affecter les perspectives de développement et la sécurité alimentaire dans leurs pays.

Article 27.3 (b) de l'Accord sur les ADPIC

Fruit des négociations commerciales de l'Uruguay Round, l'Accord sur les ADPIC est en droit international l'accord le plus important en matière de propriété intellectuelle. Cet accord fixe les critères minima et les procédures d'application pour la protection nationale des droits de propriété intellectuelle. Les mesures d'application – y compris les sanctions commerciales à l'encontre des membres coupables d'infraction – sont sans précédent dans le droit international de la propriété intellectuelle.

L'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC exige des pays qu'ils reconnaissent les brevets sur la plupart des produits bruts et des produits transformés, y compris les produits pharmaceutiques, les micro-organismes modifiés et les 'transformations microbiologiques'. Cependant, les pays ne sont pas encore obligés de reconnaître les brevets sur les végétaux ou les animaux ou 'les transformations essentiellement biologiques mais non microbiologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux'. Chaque pays a toute latitude de reconnaître ou non ces brevets. Les pays peuvent protéger les variétés végétales par des brevets ou par un 'système *sui generis* efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens. Cette exception existe parce que de nombreux autres pays, pour des motifs économiques, juridiques ou éthiques, ont rejeté les exigences américaines de brevets sur les végétaux et les animaux.

En 1999, le Conseil de l'OMC sur les ADPIC examinera l'article 27.3(b). Les Etats-Unis pourraient demander la suppression de ce pouvoir discrétionnaire afin que les ADPIC exigent des pays la reconnaissance des brevets sur les végétaux et les animaux. D'autres pays industrialisés peuvent faire cause commune avec les Etats-Unis, surtout que l'UE a récemment décidé d'étendre les brevets aux espèces vivantes. De nombreux pays en développement vont probablement s'opposer à la suppression de cette exception.

L'OMC devrait maintenir l'exception portant sur la brevetabilité des espèces vivantes

A notre avis, les Membres de l'OMC devraient s'opposer à la proposition d'extension des ADPIC à la brevetabilité des espèces vivantes et maintenir les termes actuels de l'article 27.3(b) qui prévoit un pouvoir discrétionnaire de reconnaître les brevets sur les végétaux et les animaux, ainsi que le droit de développer des systèmes *sui generis* pour la protection de variétés végétales. Les Membres devraient également envisager d'étendre l'exception aux micro-organismes. Ce pouvoir discrétionnaire est primordial pour différentes raisons :

Maintenir une flexibilité pour répondre aux objectifs des "autochtones" et de la biodiversité: un pouvoir discrétionnaire donne aux pays l'espace nécessaire pour expérimenter différentes approches de mise en œuvre de l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique, qui requiert la protection des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques des communautés locales. Etant donné la complexité des questions en jeu, il est impératif pour les pays d'acquérir une expérience pour les résoudre à travers des projets et des programmes pilotes, ce qui nécessitera une phase

d'expérimentation. Exiger de tous les pays qu'ils reconnaissent la brevetabilité des espèces vivantes ainsi que des systèmes uniformes de protection des variétés végétales les empêcherait d'acquérir l'expérience nécessaire à la mise en œuvre effective de l'article 8(j).

Eviter les tendances à des brevets biotechnologiques trop étendus: les brevets biotechnologiques dans les pays plus avancés dans l'extension des brevets, tels que les États-Unis, ont souvent une portée trop grande, ce qui pourrait en fait étouffer l'innovation productive plutôt que de la stimuler, avec des effets conséquents sur la compétitivité internationale ainsi que sur la santé et les intérêts des consommateurs. Il y a aux États-Unis même une vive préoccupation à propos des demandes de brevets à trop grande portée. Ceci laisse à penser que le reste du monde a intérêt à adopter une position d'attente et à tirer profit de l'expérience américaine, au lieu de prendre une décision précipitée dont les avantages ne sont pas prouvés.

Préserver la compétitivité des marchés: la combinaison d'une protection internationale élargie de la propriété intellectuelle avec les évolutions de la domination du marché dans l'économie mondiale soulève des préoccupations majeures en matière de compétitivité des marchés. Les demandes d'établissement de brevets trop étendus dans le domaine de la biotechnologie, avec une disparition progressive des limites entre l'invention et la découverte, aggravent le risque d'impacts anticoncurrentiels ; cependant, selon certains, les droits de propriété intellectuelle aux mains de petites compagnies ou de nouveaux-venus sur le marché peuvent parfois servir d'instrument pour stimuler la concurrence.

Dans tous les cas, il y a actuellement au sein de l'OMC un déséquilibre des politiques. L'OMC assure une protection forte de la propriété intellectuelle à travers l'Accord sur les ADPIC. Alors que cet Accord permet aux membres de prendre 'des mesures appropriées' pour empêcher les atteintes aux droits ou aux pratiques de la propriété intellectuelle qui constituent une restriction excessive au commerce, il n'y a pas au plan international un ensemble de mesures disciplinaires pour réprimer les abus dans les marchés, en grande partie à cause de l'opposition des États-Unis. Il ne devrait y avoir aucune extension supplémentaire de la propriété intellectuelle sans un examen minutieux des impacts concurrentiels et peut-être de la nécessité de règles relatives à la concurrence pour les gérer.

Empêcher des disparités plus marquées entre le Nord et le Sud : la proposition d'élargissement des ADPIC à la brevetabilité des espèces vivantes déséquilibrerait davantage les résultats de l'Uruguay Round au profit des pays industrialisés et au détriment des pays en développement. La protection offerte par l'Accord sur les ADPIC s'étend à la protection exclusive de la propriété intellectuelle dans le temps (de 17 ans aux États-Unis à 20 ans au titre des ADPIC); la portée (l'Accord sur les ADPIC couvre 'toute invention'); et l'application géographique (tous les pays Membres de l'OMC). La hausse des prix qui peut résulter de la reconnaissance des brevets sur les produits tels que les nouvelles variétés de semences et les produits pharmaceutiques réduira l'accès à ces biens pour des populations déshéritées dans les pays en développement.

En outre, comme les droits de propriété intellectuelle sont majoritairement détenus et contrôlés par des entreprises dans les pays industrialisés, la protection de ces droits à l'échelle mondiale entraîne un important transfert de revenus des pays en développement vers les pays industrialisés. Les concessions offertes aux pays en développement dans l'Uruguay Round pour compenser ce transfert –y compris la réduction des subventions agricoles, un meilleur accès aux marchés et le traitement spécial et différencié n'ont pas encore été honorées par les pays industrialisés. Tant qu'elles ne le seront pas, l'OMC ne devrait pas accroître ses exigences en matière de protection de la propriété intellectuelle.

Gérer l'investissement dans la biotechnologie : les pays peuvent ne pas souhaiter étendre les ADPIC aux brevets sur le vivant tant qu'un cadre réglementaire adéquat régissant la biotechnologie n'est pas en place pour contrôler les impacts environnementaux des organismes modifiés. Par définition, les droits de propriété intellectuelle sont conçus pour encourager les investissements du secteur privé dans le développement technologique. En conséquence, éviter d'étendre la propriété intellectuelle aux organismes modifiés reste un choix politique raisonnable pour les pays qui souhaitent contrôler le développement de la biotechnologie, au moins jusqu'à ce qu'un protocole efficace sur la prévention des risques biotechnologiques soit négocié et entre en vigueur, et que des réglementations et des institutions nationales efficaces soient en place.

Faire contrepois à l'unilatéralisme en matière de propriété intellectuelle : l'OMC ne devrait pas élever les normes des ADPIC au moment où de grandes nations commerciales appliquent une pression unilatérale pour contraindre leurs partenaires commerciaux non seulement à se plier aux normes des ADPIC, mais encore à aller au-delà. Ainsi, les États-Unis ont menacé l'Argentine de sanctions commerciales au motif que la protection des droits de propriété intellectuelle par ce pays n'est pas assez rigoureuse. Cependant certaines des revendications des États-Unis ont semblé rechercher une protection plus rigoureuse que ne l'exigent les ADPIC.

Réfléchir aux préoccupations environnementales et éthiques : les brevets sur les espèces vivantes posent d'importantes questions environnementales et éthiques pour nombre de personnes dans de nombreux pays. On s'inquiète, par exemple, du fait que les brevets sur les variétés agricoles incitent davantage à la monoculture et au recours à des intrants coûteux tels que les engrais, et que ceci, en retour, ne soit préjudiciable à l'environnement. En outre, nombreux sont ceux qui, dans beaucoup de sociétés, pensent que la structure des gènes, des animaux ou des végétaux – la structure du vivant même - ne devrait pas faire l'objet de marchandisation et de transactions commerciales, pour des raisons d'éthique. La propriété privée et la commercialisation de ces structures fondamentales des espèces vivantes contreviennent aux principes

religieux et moraux en vigueur dans de nombreuses cultures. L'OMC ne devrait pas adopter une règle applicable à tous quand tant de perspectives et de préoccupations ne sont pas encore prises en compte.

L'OMC devrait examiner plus largement les préoccupations en matière de propriété intellectuelle

Comme Lester Thurow l'a écrit récemment dans *Harvard Business Review* (1997), 'il est évident que l'invention d'un nouveau gène pour modifier ou améliorer les êtres humains ne peut être traitée de la même façon que celle d'une nouvelle boîte à vitesse.' Les décisions relatives à l'évolution de la propriété intellectuelle ne peuvent être laissées à des spécialistes ou à la seule OMC. Elles doivent être débattues par une gamme représentative d'institutions, d'experts et de représentants de la société civile. Nous recommandons les étapes suivantes vers de telles discussions :

- Un débat large et public au sein du Conseil des ADPIC et de la Conférence ministérielle de l'OMC de 1999 portant sur les questions d'intérêt public soulevées par la propriété intellectuelle.
- Un engagement des Membres de l'OMC à débattre pleinement et ouvertement des préoccupations d'intérêt public impliquées par la propriété intellectuelle, et à procéder à un réexamen approfondi de l'Accord sur les ADPIC en l'an 2000, avant le démarrage des négociations sur les obligations supplémentaires en matière de propriété intellectuelle.
- Un engagement de l'OMC à considérer les questions liées à la propriété intellectuelle en même temps qu'à la politique relative à la propriété intellectuelle.
- Une implication d'autres institutions, telles que l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), ainsi que la pleine participation des groupes de citoyens.

David R. Downes et Matthew Stilwell sont des avocats du Centre international de droit environnemental (Centre for International Environmental Law – CIEL). Cet article a été adapté par les auteurs de : David R. Downes et Matthew Stilwell 1998. The 1999 WTO Review of Life Patenting Under TRIPs : Revised Discussion Paper. CIEL. Washington. La version complète de cet article, y compris les références, est disponible auprès du Centre de documentation des ONG de l'OMC (<<http://www.wto.org/wto/french/ngof/ngodocsf.htm>>) ou sur demande auprès des auteurs

NOUVELLES DE L'OMC

Actualité des Comités du commerce et du développement

Parce qu'ils traitent tous deux du même sujet de base, le Comité du commerce et du développement (CCD) et le Sous-Comité du commerce des pays les moins avancés (PMA) ont convenu d'une division simple du travail : le premier se charge du traitement spécial et différencié et du commerce électronique, et le second, du suivi de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, tenue en octobre 1997.

Comité du commerce et du développement

Le 2 novembre, le Comité du commerce et du développement a accepté que le Secrétariat distribue à tous les Membres un questionnaire pour faire l'état de l'application des dispositions visant le traitement spécial et différencié dans les Accords sur l'OMC et les décisions ministérielles connexes en faveur des pays en développement, ainsi qu'une description des problèmes rencontrés. C'était une solution de compromis : l'Inde avait proposé que le Secrétariat prépare un document d'information sur l'impact et les effets des dispositions sur le commerce et les économies des pays en développement. Cependant, le Secrétariat procédera plutôt à l'inventaire et à l'analyse des réponses au questionnaire, sans émettre aucun jugement. Ce document tirera également des informations pertinentes d'autres documents de l'OMC.

Le Comité a également débattu d'un document conjoint sur ce que l'on nomme les 'petites économies', soumis par la Barbade, la Jamaïque, le Lesotho, Maurice, le Sri Lanka et Trinidad et Tobago. Le document demande à l'OMC d'accorder plus d'attention aux petites économies, et les Membres ont discuté de la possibilité d'établir un 'groupe des petites économies'. Il reste cependant à préciser les critères à utiliser pour distinguer les petites économies des autres, et à déterminer dans quelle mesure elles devraient bénéficier d'un traitement différent. La question restera à l'ordre du jour du CCD l'an prochain.

Le Comité a réexaminé les activités d'assistance technique menées par le Secrétariat en 1998 en faveur des pays en développement. Quelques 280 activités dans ce domaine, essentiellement en matière de développement des ressources humaines et de formation, ont été menées en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales. Un rapport complet sur les activités de coopération technique de l'OMC durant l'année 1998 sera soumis au CCD début 1999.

Le prochain plan triennal (1999-2001) pour la coopération technique a été adopté (WT/COMTD/W/48 disponible sur le web à <http://www.wto.org/wto/frensh/onlinef/ddff.htm>). En 1999, les activités d'assistance technique du Secrétariat liées à l'Accord sur l'agriculture continueront de porter essentiellement sur l'aide fournie aux Membres dans la mise en œuvre de leurs engagements spécifiques dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne et de la concurrence à l'exportation. La coopération technique en vertu de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires se fera sous forme de séminaires nationaux et régionaux organisés à la demande des pays en développement membres ou à l'initiative du Secrétariat.

Le Sous-Comité du commerce des pays les moins avancés

Les responsables du commerce soulignent que le Sous-Comité du commerce des PMA opère essentiellement au niveau technique. Concernant les préparations en vue des prochaines négociations, tous les liens n'ont pas été faits entre ce niveau et le tableau plus large qui a été dessiné avant. Le Conseil général s'est réuni sur cette question lors de sa session spéciale les 14 et 16 décembre.

Les points les plus importants en discussion au sein du Sous-Comité ont été le Cadre intégré pour l'assistance technique lié au commerce approuvé par la Réunion de haut niveau, ainsi que les questions liées à l'accès aux marchés. Quelques 80 à 90% des produits des PMA entrent déjà en franchise dans les pays développés, mais les Membres n'ont pas l'obligation d'accorder cet accès. Plusieurs pays ont notifié à l'OMC leurs conditions améliorées d'accès à leur marché, bien qu'il soit nécessaire d'organiser ces données sous une forme accessible, afin que les PMA en tirent profit pour tous leurs produits d'exportation.

Alors que les Accords de l'OMC prévoient un traitement préférentiel pour les exportations des PMA vers les pays développés, il n'y a pas de dispositions concernant un accès privilégié de ces produits aux marchés des pays en développement. Le Sous-Comité a essayé de remédier à cette lacune, mais jusqu'ici, les pays en développement ne sont pas parvenus à un consensus pour intégrer les dispositions nécessaires aux Accords de l'OMC (par exemple, une dérogation ou une licence temporaire concernant les exportations des PMA). Des consultations sont en cours entre le Secrétariat et les principales délégations.

Cadre intégré pour l'assistance technique

Le Cadre intégré pour l'assistance technique lié au commerce est un mécanisme de coordination de l'aide pour s'attaquer aux contraintes de l'offre (capacités institutionnelles et en termes de ressources humaines, infrastructures, etc.) identifiées par les PMA comme constituant des obstacles majeurs à leur pleine intégration au système du commerce international.

Six agences internationales impliquées dans les activités d'assistance technique participent au Cadre Intégré : l'OMC, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du Commerce International, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le processus démarre avec une 'évaluation des besoins' préparée par le gouvernement d'un PMA. A la réception de l'évaluation, les agences de coopération, conjointement avec le gouvernement concerné, élaborent un plan d'action d'assistance technique touchant au commerce spécifique par pays. Quarante des 48 PMA ont déjà envoyé leur évaluation des besoins.

Une année après que l'évaluation des besoins a été traduite en plan d'action spécifique par pays, une table ronde est organisée dans le pays en question. La première table ronde s'est tenue en Ouganda en décembre. La seconde aura lieu en janvier à Haïti. Les tables rondes –auxquelles les gouvernements peuvent inviter les partenaires au développement de leur choix y compris le secteur privé, les ONG, les donateurs et les agences gouvernementales –doivent aboutir à un programme d'assistance technique touchant au commerce, sur plusieurs années. Aussi bien les programmes par pays que le Cadre Intégré sont soumis à des réexamens réguliers. Pour un complément d'information, voir <http://www.lcds.org>

En juillet, le Sous-Comité a demandé au Secrétariat de faire une étude des difficultés rencontrées par les PMA dans la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Ces difficultés peuvent être réparties sous les rubriques suivantes : assurer la coordination entre les départements ministériels; créer un cadre interne institutionnel et administratif adéquat pour la mise en œuvre d'accords souvent très techniques; adapter la législation nationale ; respecter les obligations de notification et les calendriers; et pallier le manque de structures de traitements des données.

La plupart des responsables du commerce reconnaissent que l'assistance technique fournie par l'OMC ne peut à elle seule prendre en compte les problèmes des PMA relatifs au commerce ; certains soulignent également que l'OMC semble mettre l'accent sur l'assistance dans le respect des obligations plus que dans l'application des droits, tels que les mesures correctives (antidumping, subventions, compensation, etc.).

Conseil général de l'OMC : symposiums de haut niveau et transparence

Lors de sa réunion des 9 et 10 décembre, le Conseil général de l'OMC a confirmé les dates et les objectifs des symposiums de haut niveau sur le commerce et l'environnement ainsi que sur le commerce et le développement, les 15 et 16 mars et les 17 et 18 mars respectivement. Les deux symposiums regrouperont de hauts fonctionnaires et des représentants d'organisations intergouvernementales ainsi que la société civile et du secteur privé.

Le symposium sur le commerce et l'environnement abordera trois grandes questions : les liens entre le commerce et les politiques environnementales; les synergies entre la protection de l'environnement, la libéralisation des échanges, la croissance économique soutenue et le développement durable; et les interactions entre le commerce et le milieu environnemental.

Le symposium sur le commerce et le développement se penchera sur les trois sujets suivants : les liens entre le commerce et le développement; le commerce et les perspectives de développement pour les pays en développement; et l'intégration plus poussée des pays en développement, y compris les pays les moins avancés, au système commercial multilatéral. L'Égypte a également soumis pour la réunion, un document détaillé intitulé 'Traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le système commercial multilatéral'.

Les deux symposiums seront convoqués par le Secrétariat de l'OMC en marge de la structure formelle de l'Organisation, et n'impliqueront pas de résultats négociés. Le Directeur Général de l'OMC préparera plutôt un Résumé factuel du Président pour chacune des réunions. Vous pouvez suivre les travaux des symposiums, en direct ou en différé, au site Internet : <http://www.wto.org/wto/ibs/websym.htm>.

Distribution générale de documents et transparence de l'OMC

Bien que figurant à l'ordre du jour du Conseil général, la circulation générale des documents n'a pas été réellement débattue durant la réunion du mois de décembre 1998, ni pendant la réunion du Conseil général du mois de février. Les Membres étudiaient actuellement une proposition du Président, une version légèrement plus nuancée de la proposition américano-canadienne présentée lors de la session d'octobre du Conseil général. La nouvelle proposition élaborée après consultation avec les Membres ne demande plus la circulation générale de la partie 'descriptive' des rapports des groupes spéciaux de règlement des différends dans leur langue d'origine en attendant leur traduction, tout en proposant la circulation générale de la partie 'constatations et conclusions' dès qu'elle est disponible dans les trois langues officielles de l'OMC. La traduction des rapports complets des groupes spéciaux pouvant prendre plusieurs semaines, on permettrait au public d'avoir plus rapidement accès aux décisions des groupes spéciaux en mettant en circulation d'abord la section finale qui est brève. Cependant, c'est la partie 'descriptive' qui révèle le raisonnement des groupes spéciaux et qui indique mieux comment un pays accusé d'avoir contrevenu aux règles de l'OMC pourrait amender ses lois et ses règlements.

La proposition du Président amenderait également la pratique actuelle en levant les restrictions sur les notes d'information du Secrétariat 'à moins que l'instance appropriée de [l'OMC] qui en fait la demande, ne décide que la note soit initialement considérée comme faisant l'objet de restrictions.' Dans de tels cas, le document serait automatiquement mis en circulation générale au bout de six mois.

Actuellement, la circulation générale des notes d'information du Secrétariat ne peut être envisagée qu'au bout de six mois. Les procès-verbaux des réunions seraient mis en circulation générale après trois mois, au lieu des six mois actuels, mais les documents de travail (y compris l'ordre du jour des réunions) seraient toujours soumis à des restrictions jusqu'à l'adoption du rapport pertinent. La proposition spécifie également que l'on ne peut envisager la circulation générale d'aucun document tant que ce document n'est pas disponible dans les trois langues de l'OMC.

La proposition du Président stipule qu'en principe, seuls les responsables gouvernementaux peuvent avoir accès aux documents mis en circulation générale'. La discussion continue doucement dans les coulisses de l'OMC mais on peut craindre qu'elle soit reléguée au deuxième plan puisque la plupart des Membres se concentre actuellement sur la préparation de la Conférence ministérielle et les futures négociations multilatérales.

Comité des obstacles techniques au commerce

Le Comité des obstacles techniques au commerce s'est réuni le 20 novembre 1998 pour étudier de nouveau la Réglementation 1139/98 de l'Union européenne exigeant que les produits et les ingrédients alimentaires contenant des traces de soja ou de maïs génétiquement modifié soient étiquetés comme étant 'produits avec du soja/maïs génétiquement modifié'.

L'UE a fait valoir que cette obligation d'étiquetage entrerait dans le champ de l'Accord des Obstacles techniques au commerce (Accord OTC), et ajouté qu'elle préparait une réponse à la plainte américaine selon laquelle la réglementation contrevient à l'Accord OTC. Les Etats-Unis avaient à maintes reprises soutenu qu'il n'y avait pas de justification scientifique à ces étiquettes, et que le contrôle des produits proposé par l'UE pour mettre en œuvre la réglementation était plus restrictif que nécessaire. Pour sa part, le Japon a déclaré que la question de l'étiquetage des OGM est toujours en discussion dans son gouvernement.

Les Membres ont également poursuivi les débats sur un projet de loi hollandais sur l'étiquetage qui exigerait que les produits ligneux importés portent une étiquette indiquant si le produit provenait ou non d'une source gérée de façon viable. Le projet de loi est actuellement à l'étude à la chambre haute du Parlement hollandais. Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Norvège, la Pologne, l'Equateur et le Canada craignent que le projet de législation ne contrevienne à des Accords de l'OMC et à l'Accord international sur les bois tropicaux. L'UE a déclaré que les préoccupations des autres Membres de l'OMC seraient examinées par le parlement hollandais.

Contacter : Vivien Liu, OMC, division du commerce et de l'environnement, tél. : (41-22) 739-5455, fax : 739-5620 ; e-mail: vivien.liu@wto.org

L'OMC, la Banque Mondiale et le FMI cherchent un cadre commercial et financier cohérent

Suite à la débâcle financière asiatique, la nouvelle Division de l'OMC du commerce et des finances sur le Commerce et les Finances est en train de renforcer sa coopération avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Les trois institutions ont convenu de travailler conjointement, de façon plus étroite, pour assurer un cadre commercial et financier cohérent.

Pour aider les pays à évaluer de façon réaliste les perspectives du commerce et de la libéralisation des échanges dans les trois ans à venir, l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI ont récemment conclu un certain nombre d'accords. La Banque Mondiale examinera la situation des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dans les négociations agricoles à venir, et recherchera des solutions aux problèmes spécifiques des petits Etats vulnérables. En ce qui concerne les services, la Banque étudiera les restrictions effectivement en vigueur sur le mouvement des personnes physiques (voir le document de l'OMC WT/GC/13).

Le FMI dans ses études semestrielles sur les Perspectives Economiques mettra l'accent sur les facteurs macro-économiques susceptibles d'affecter la situation financière internationale. Bien que la crise financière semble s'être stabilisée pour le moment, il y a encore des risques sérieux qui pourraient modifier les perspectives pour de futurs pourparlers sur la libéralisation des échanges, y compris un effondrement des marchés financiers dans l'UE ou aux Etats-Unis, une récession réelle au Japon, ou un accroissement significatif de la fuite de capitaux – ou un manque d'apports de capitaux – au niveau des marchés émergents.

MIC et Investissement

Outre les relations avec la Banque Mondiale et le FMI, la Division du Commerce et des Finances traite de trois domaines: les exceptions de la balance des paiements, les mesures d'investissement touchant au commerce (MIC) et le Groupe de Travail sur les Relations entre le Commerce et l'Investissement. Le Secrétariat compte finaliser, dans les plus brefs délais, un document sur les relations entre le commerce et l'investissement, comme contribution au débat entre les Membres sur l'opportunité de lancer ou non des négociations sur l'investissement. Sur les MIC, les membres entameront l'an prochain des négociations plus poussées. Les pays développés et ceux en développement adoptent en gros des positions opposées : alors que les premiers souhaitent essentiellement renforcer les règles et étendre leur champ d'application, les seconds veulent l'assouplissement des règles et/ou l'allongement des périodes de transition en faveur des pays en développement.

Contacter : Richard Eglin, Division du commerce et des finances de l'OMC, tél : (41-22) 739-5148, e-mail : richard.eglin@wto.org

Mise à jour sur les groupes de travail de Singapour

Les trois groupes de travail établis lors de la première Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour en 1996, continueront de se rencontrer en 1999. De ces trois instances, seul le Groupe de travail de la transparence des marchés publics a pour mandat de 'développer des éléments à inclure dans un accord approprié'. Le groupe a préparé un rapport de trente pages intitulé "Liste des questions soulevées et de propositions avancées", mais n'a décidé d'inclure ou d'exclure aucun aspect particulier abordé en son sein parmi les éléments dont il recommandera éventuellement l'inclusion dans un Accord formel sur l'OMC. (Le rapport annuel du Groupe au Conseil général est disponible sous le fichier WT/WGTGP/2 via le site web de l'OMC, à <<http://www.wto.org/wto/ddf/fp/public.html>>).

Parallèlement, le Comité des marchés publics a décidé d'entamer en avril 1999 des négociations sur l'Accord plurilatéral relatif à la passation de marchés publics, en vue de les conclure 'au moins en ce qui concerne la simplification et l'amélioration de l'Accord' d'ici la troisième Conférence ministérielle de l'OMC en novembre-décembre 1999. Parmi les autres éléments des négociations figureront 'l'élimination des mesures et des pratiques discriminatoires qui constituent une distorsion à la passation ouverte des marchés et de l'élargissement du champ d'application de l'Accord.'

Les groupes de travail sur l'investissement et sur la politique en matière de concurrence ont été constitués en 1996 avec un mandat de deux ans. Les deux groupes ont vu leur mandat étendu indéfiniment, fin 1998. Bien que la Déclaration ministérielle constituant les groupes stipule en particulier que leur travail 'ne préjugera pas de la tenue ou non de négociations dans l'avenir', il est évident que les nombreuses communications soumises (104 pour la seule politique de la concurrence) serviront de base de négociation si les Membres acceptent, lors de la troisième Conférence ministérielle, d'ajouter l'un ou l'autre sujet à leur agenda de négociations post-2000.

L'Union européenne (UE) est particulièrement soucieuse de conclure la phase d'étude des questions d'investissement et de concurrence, car elle a déjà annoncé son intention de faire inclure les deux sujets à la série de négociations commerciales globales du millénaire (Millennium Round) que l'UE espère voir acceptée par la Conférence ministérielle à la fin de cette année. Cependant, lors de la réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, fin novembre, les pays de l'ASEAN ainsi que l'Inde et le Pakistan ont insisté sur le fait qu'aucune décision en la matière ne serait prise avant les conclusions des études respectives des deux groupes de travail sur la politique de la concurrence et sur l'investissement – qui ont mandat de s'inspirer de leurs travaux respectifs. Le rapport du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement peut être consulté sur Internet, sous le fichier WT/WGTI/2 (disponible via le site de l'OMC, à <<http://www.wto.org/wto/ddf/fp/public.html>>).

Le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence a failli perdre l'extension de son mandat, à cause du peu d'enthousiasme des Etats-Unis à poursuivre les discussions sur le droit relatif aux mesures commerciales correctives. Le Caucus de l'acier du Congrès américain avait exhorté le Gouvernement à 'rechercher un accord par lequel le réexamen du commerce et de la politique de la concurrence devait être soustrait à tout autre réexamen au sein de l'OMC à moins qu'il n'y ait des termes spécifiques excluant le réexamen des lois antidumping dans ce forum'.

Les Etats-Unis ont remporté une victoire partielle, quand le Groupe de travail sur la politique de la concurrence a convenu le 3 décembre de mettre l'accent dans ses délibérations futures sur la possibilité d'appliquer à la concurrence les principes fondamentaux de l'OMC (clause nationale, clause de la nation la plus favorisée et transparence) ; la coopération entre les membres ; et la contribution apportée par la politique de la concurrence aux objectifs de l'OMC. Cependant, le groupe continuera également de s'intéresser aux 'questions soulevées par les Membres concernant l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, y compris les pratiques anticoncurrentielles'. Le rapport annuel du groupe au Conseil général peut être consulté sur le site internet de l'OMC, sous le fichier WT/WGTCP/2.

Mort officielle du traité multilatéral sur l'investissement

Dans une déclaration laconique publiée le 3 décembre, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a fait savoir que 'il n'y a plus de négociations sur l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement, *éd.*)'. Selon la déclaration, les gouvernements de l'OCDE pensent toujours que des règles internationales sur l'investissement sont souhaitables, mais certains négociateurs ont admis qu'il était impossible de poursuivre en raison de 'difficultés politiques irréconciliables', dont la question de savoir s'il fallait inclure au traité des règles sur le travail et l'environnement. Au nombre des autres questions politiquement sensibles figuraient l'autorité réglementaire des gouvernements, la protection de la culture, le traitement des organisations économiques régionales et les exceptions. Avec la mort officielle de l'AMI, les spéculations vont bon train pour savoir si les négociations sur les règles multilatérales d'investissement iront maintenant à l'OMC, comme plusieurs membres de l'OCDE l'ont souhaité. Certains prévoient une confrontation majeure entre l'UE – qui aimerait inclure l'investissement dans le cycle de négociations du millénaire (Millennium Round) qu'elle préconise – et l'Inde, qui est à la tête du mouvement opposé à un traité sur l'Investissement dans le cadre de l'OMC.

Il se peut cependant que la confrontation n'ait jamais lieu: en effet de nombreux diplomates du commerce disent qu'il n'y a "pas un goût très prononcé" pour les règles sur l'investissement au sein de l'OMC. Un grand nombre de gouvernements dans les pays développés et en développement sont encore indécis sur la question de savoir s'il y a ou non des arguments solides en faveur des règles multilatérales d'investissement. Dans tous les cas, il ne serait pas possible à l'OMC de bâtir sur les ruines de l'AMI; elle aurait, selon certaines sources à repartir de zéro, très probablement en définissant des dispositions de traitement spécial et différencié pour les pays en développement. Pour sa part, l'OCDE poursuivra son 'travail analytique' sur les questions d'investissement, probablement dans le cadre du Comité de l'OCDE sur l'investissement et les entreprises multinationales. Le Comité devait se réunir au printemps 1999 pour déterminer si oui ou non les gouvernements veulent faire "quelque chose de concret" sur la question de l'investissement, a déclaré un officiel de l'OCDE.

NOUVELLES DE L'OMC

Règlement des différends

La guerre de la banane met en évidence le manque de clarté des procédures de mise en conformité

Une guerre commerciale à grande échelle semblait imminente quand les Etats-Unis ont rejeté, le 15 décembre, le cahier de charge de l'Union européenne pour qu'un groupe spécial réexamine son système révisé de régime de la banane, qui est

entrer en vigueur le 1er janvier 1999. L'UE a apporté des modifications à son régime actuel suite à la condamnation par l'Organe d'appel des systèmes de contingentement et d'octroi de licences de ce régime.

Cependant, les parties plaignantes (Etats-Unis, Mexique, Honduras, Guatemala et Equateur) maintiennent que ces modifications ne sont que cosmétiques et sont toujours discriminatoires vis-à-vis de la banane latino-américaine et des compagnies américaines qui la distribuent. Mais selon l'UE, le régime révisé respecte pleinement les recommandations de l'Organe d'appel et complète ainsi la mise en œuvre par l'UE de la décision de l'Organe de règlement des différends (ORD).

Les querelles de procédure avaient empêché les plaignants d'exiger la constitution formelle d'un groupe spécial d'observation des engagements lors des réunions précédentes de l'OR. Le 15 décembre, l'UE elle-même a demandé l'établissement d'un groupe spécial, mais dont le mandat serait d'établir que ses mesures de mise en œuvre 'doivent être présumées en conformité avec les règles de l'OMC, à moins que leur conformité n'ait été dûment contestée' au terme de procédures appropriées de règlement des différends.

Rejetant la proposition européenne, les parties plaignantes affirmaient que l'UE 'ne recherchait pas un groupe spécial pour examiner la conformité des mesures de son régime d'importation de la banane, mais qu'elle exigeait plutôt de l'ORD l'établissement d'un groupe spécial qui adhérerait à la position juridique de l'Union sur l'Article 21.5. En outre, L'UE veut imposer au groupe spécial de créer une nouvelle présomption en faveur de la partie déclarée être en violation de ses obligations au titre le l'OMC'.

Le différend a mis en évidence d'autres zones d'ombre dans les procédures de conformité de l'OMC qui jusqu'ici n'avaient pas été mises à l'épreuve. Ainsi, les Etats-Unis insistaient pour que l'ensemble du processus – y compris le réexamen, un appel et un arbitrage possibles du niveau de contre-mesures – soit mené dans un délai de 90 jours, prenant fin le 3 mars. L'UE avait proposé un délai de 170 jours 'comme étant le maximum de réduction possible du délai conforme à la bonne conduite d'un processus juridique adéquat'.

Les Etats-Unis ont rendu publique, le 10 novembre, une liste préliminaire des produits de l'UE –d'une valeur commerciale potentielle de 1,6 milliard de dollars US –auxquels ils envisageaient d'imposer une taxe d'importation de 100%, en guise de représailles contre ce qu'ils considéraient comme le non-respect des engagements par l'UE.

Le 3 mars dernier les Etats Unis ont finalement décidé de 'ne pas appliquer immédiatement de sanctions contre des exportations européennes en rétorsion à leur système d'importation de bananes avant une décision finale de l'OMC'. Ils ont cependant décidé d'appliquer rétroactivement ces sanctions au 3 mars (100% de droits de douane sur 520 millions de dollars d'exportations de l'UE) jusqu'à ce que le panel d'arbitrage de l'OMC prenne une décision le 12 avril prochain (voir Le Monde du 6-3-99).

L'UE avait déclaré qu'elle contesterait les sanctions devant l'OMC, à moins que les Etats-Unis ne les repoussent jusqu'à ce que le groupe spécial de mise en conformité ait statué que le nouveau régime n'a pas donné suite aux conclusions de l'Organe d'appel. La décision du groupe doit intervenir au plus tard le 12 avril.

Désaccord sur les procédures

Les actions des Etats-Unis sont fondées sur la Section 301 du Trade Act de 1974 ainsi que sur l'article 22.6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'article 22.6 prévoit qu'au cas où le Membre perdant n'aurait pas donné suite aux décisions du règlement des différends, l'ORD autorisera les parties plaignantes à suspendre les concessions dans un délai de 30 jours à compter de la date fixée pour la mise en conformité.

En décembre dernier les Etats-Unis soutenaient qu'ils prélevaient les taxes à l'importation dès le 3 mars, si l'UE demandait un arbitrage concernant le niveau de suspension proposé. L'UE a effectivement demandé un arbitrage, mais comme aucune décision n'a été prise à la date prévue, l'U soutient que les Etats Unis ne peuvent pas appliquer rétroactivement des sanctions.

Les Etats-Unis maintiennent que 'l'article 22 ne prévoit pas que la partie plaignante retarde le recours à l'article 22 jusqu'à ce qu'un groupe spécial ait statué sur la compatibilité des nouvelles mesures de la partie adverse avec l'article 21.5. Il n'est dit nulle part dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends que l'article 21 est une condition préalable au recours à l'article 22.'

L'UE – que les parties plaignantes ont accusé de dresser des 'blocages de procédures' menant à des 'litiges interminables' – a déclaré que l'action que l'Amérique se propose de mener équivaudrait à une 'conclusion unilatérale de non-conformité', ainsi qu'à des mesures de rétorsion 'unilatérales et illégales'. Selon l'UE, le respect des engagements ne peut se déterminer qu'à travers les procédures de l'Article 21.5, qui prévoit le recours au groupe spécial initial pour examiner les mesures de mise en œuvre et statuer sur leur compatibilité avec les décisions du groupe dans un délai de 90 jours.

L'UE avait au départ insisté sur le fait que la procédure de conformité ne pourrait débiter qu'une fois le nouveau régime effectivement entré en vigueur, et qu'elle devrait être précédée de consultations formelles.

Contexte

La décision de septembre 1997 de l'Organe d'appel a été la troisième déclarant le système du régime de la banane de l'UE incompatible avec les règles du commerce multilatéral, bien que les rapports des groupes spéciaux du GATT de 1993 et 1994 n'aient jamais été adoptés.

La controverse autour du régime communautaire comporte deux éléments essentiels : le premier est un système de contingents qui garantit un accès en franchise au marché de l'UE pour 857.700 tonnes métriques de banane en provenance de 71 pays en développement dits pays ACP (Afrique - Caraïbes - Pacifique) membres de la Convention de Lomé. Le second est un système d'octroi de licences d'importation qui donne un avantage aux distributeurs européens de bananes ACP.

Le régime permet également à ces distributeurs et à ces producteurs d'avoir accès, dans certaines conditions, à une partie du contingent d'importation latino-américain de 2,2 millions de tonnes. Les parties plaignantes souhaitent que l'UE supprime les contingents et le système de concessions de licences pour ne maintenir que les tarifs douaniers comme moyens de favoriser l'accès des bananes ACP au marché. L'UE a déclaré qu'une solution ne portant que sur les tarifs douaniers 'impliquerait un niveau tarifaire qui serait soit si faible qu'il éliminerait pratiquement les fournisseurs des Caraïbes, soit si élevé qu'il mettrait en danger les produits latino-américains'.

De nombreux pays ACP, et en particulier les Iles du Vent, dans les Caraïbes, dépendent largement de la banane. Cependant, en raison de leur situation géographique, de leurs conditions naturelles et des coûts du transport, ils ne peuvent concurrencer sur le marché libre la banane d'Amérique Latine essentiellement commercialisée par les grandes multinationales telles que Chiquita. Sans le régime de l'UE, 'les petits planteurs des Caraïbes ne pourraient pas préserver leur part traditionnelle sur le marché de l'UE, face à la concurrence d'opérations hautement intégrées, à grande échelle fondées sur d'immenses plantations en Amérique Latine', déclarent les producteurs caraïbes.

Contestation de la section 301 du Trade Act des Etats-Unis

A la suite du différend sur la banane, l'UE a obtenu, au début du mois de mars, l'établissement d'un groupe spécial de règlement des différends se prononcera sur la compatibilité avec l'OMC des sections 301 à 310 de la US Trade Act de 1974 (Loi sur le Commerce). L'UE soutient que les sections 305 et 306 en particulier, 'ne permettent pas aux Etats-Unis de se conformer aux règles du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dans les situations où l'ORD n'a pas adopté une décision multilatérale antérieure, au titre du Mémoire d'Accord, sur la conformité des mesures prises à la suite de la mise en œuvre de ses propres recommandations'.

L'UE demande également des consultations sur la 'détermination unilatérale, au titre de la section 306 du Trade Act, de mesures de rétorsion que les Etats-Unis préparent pour ce qu'ils considèrent comme étant une non-exécution de la décision sur la banane'.

A la mi février, les Etats Unis ont rejeté la demande européenne d'établir un groupe spécial. L'UE a alors fait savoir qu'elle déposerait une seconde demande pour l'établissement d'un tel groupe en mars, à l'occasion de la session spéciale de l'ORD.

En janvier dernier un groupe de pays comprenant la Ste Lucie, la République Dominicaine, l'Inde, le Brésil, le Japon, et l'Indonésie, l'Egypte, le Canada, et la Suisse s'est opposé à l'examen par l'Organe de règlement des différends, de la demande américaine de représailles jusqu'à ce que le groupe spécial sur la conformité de l'UE ne prenne ses décisions. Ces pays ont exprimé des craintes de risques d'implications institutionnelles à long terme. Ils ont considéré que "la démarche unilatérale" des Etats Unis risque de saper le principe de consensualité dans la prise de décision au sein de l'OMC.

Le Trade Act, qui prévoit des sanctions obligatoires dans les différends commerciaux, est la principale arme de rétorsion commerciale des Etats-Unis. La liste des produits communautaires susceptibles d'être frappés de taxes d'importation en raison de la non-observation du verdict de l'OMC dans le dossier de la banane, a été établie au titre de la Trade Act.

Au début du mois de février, le Japon a annoncé sa décision de déposer une plainte contre la section 301 du Trade Act si les Etats Unis essaient de lui imposer des sanctions suite à leur désaccords sur l'acier et les pièces détachées automobile.

Nouvel accent sur l'antidumping

L'Union Européenne a demandé, le 25 novembre, l'établissement d'un groupe spécial de règlement des différends à propos de la Loi antidumping américaine de 1916, qui interdit l'importation et la vente de produits sur le marché américain, lorsque leur prix est inférieur à celui du pays de production. Selon l'UE, la Loi enfreint plusieurs dispositions du GATT et de l'Accord sur l'antidumping de l'OMC. Ainsi, l'UE affirme que 'la Loi de 1916 autorise les tribunaux fédéraux à imposer des sanctions pénales aux importateurs, alors que les règles de l'OMC spécifient que les droits antidumping constituent la seule réparation possible en cas de dumping.

En maintenant en vigueur la Loi de 1916 sans ajustement, les Etats-Unis contreviennent à leur obligation de rendre la législation existante conforme aux Accords antidumping de l'OMC.' Dans sa demande d'établissement de groupe spécial, l'UE soutient également que la Loi de 1916 est en violation de l'article VI : i(a) du GATT et les articles 2.1 et 2.2 de

l'Accord antidumping qui fixent le prix effectif dans le pays exportateur comme premier critère pertinent pour calculer la 'valeur normale'.

Au cours de la réunion du 25 novembre, l'ORD a établi un groupe spécial pour les mesures antidumping mexicaines sur les importations de sirop de maïs à forte teneur en fructose provenant des Etats-Unis. Selon les Etats-Unis, le Mexique a contrevenu à dix dispositions différentes de l'Accord Antidumping, en raison de la façon dont il a initié son enquête antidumping, ainsi que de la façon dont il a déterminé le risque de dommage. La Jamaïque a réservé ses droits de tierce partie.

Dans le même ordre d'idées, une décision provisoire de règlement des différends, communiquée aux parties le 7 décembre, à propos d'un cas initié par la Corée contre une ordonnance américaine instituant un droit antidumping sur les puces Dynamic Random Access Memory (DRAM) a établi que les réglementations antidumping du Département Américain du Commerce dépassaient les limites de l'article 11.2 de l'Accord antidumping de l'OMC. Cet article prévoit que pour maintenir une mesure antidumping, le pays imposant la mesure doit prouver qu'autrement, le dumping serait effectif. La réglementation américaine visée demande cependant aux compagnies requérantes, de prouver qu'il 'n'y aurait pas de risque' de dumping si l'ordonnance instituant l'antidumping était annulée.

Brèves sur le Règlement des Différends

- Le Brésil a requis, le 7 décembre, des consultations sur un programme de Système généralisé de préférences (SGP) de l'UE qui prévoit un accès en franchise pour le café soluble provenant de pays appartenant au Groupe andin et au Marché commun centraméricain, si ceux-ci mènent des programmes de lutte contre la production et le trafic de drogue. Selon le Brésil, ce traitement spécial affecte négativement l'importation de café soluble brésilien dans l'UE, et n'est compatible ni avec la Clause d'habilitation, ni avec la clause de la nation la plus favorisée.

Au nom des pays de l'ASEAN, l'Indonésie a également demandé lors d'une récente réunion du Conseil Général, que les Membres de l'OMC cessent d'accorder des tarifs douaniers SGP améliorés aux pays en développement, en compensation de la mise en œuvre de politiques environnementales ou relatives au travail ou à la drogue.

- L'UE a requis, le 19 novembre, des consultations sur les modifications apportées aux règles d'origine américaines pour les textiles et les vêtements. Selon l'UE, les Etats-Unis n'adhèrent pas à une solution mutuellement convenue en ce qui concerne l'application de ses règles d'origine de 1996 pour les textiles ('flat goods') tels que les draps ou les nappes de table, que les Etats-Unis ne reconnaissent plus comme étant d'origine européenne, si le tissu est tissé ou tricoté ailleurs.

L'UE allègue des violations des articles 2.4, 4.2 et 4.4 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine, de l'article III du GATT de 1994, et de l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

NOUVELLES DE L'OMC

Le point sur le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

En décembre 1998, les Membres de l'OMC ont convenu de demander au Conseil général de prolonger, jusqu'à fin juillet 1999, le réexamen du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Alors que le système est généralement considéré comme fonctionnant correctement, le Secrétariat de l'OMC et les représentants des pays Membres ont été pris de court par le nombre de propositions d'amendements. Le réexamen devait initialement se terminer à la fin de l'année dernière. Vous trouverez ci-dessous une vue d'ensemble des principaux thèmes qui se sont déjà dégagés du réexamen du Mémorandum d'accord.

Transparence contre confidentialité : c'est là l'une des principales questions du réexamen, sur laquelle les positions des pays divergent le plus. L'UE, les Etats-Unis et le Canada ont proposé une diffusion plus rapide des décisions des groupes spéciaux ainsi qu'un accès du public à d'autres documents tels que les communications des pays qui, actuellement, restent confidentielles, même après la fin du processus de règlement des différends. Tant des pays développés que des pays en développement ont soutenu une diffusion plus rapide de la section 'constatations et conclusions' des rapports des groupes spéciaux. Pour les autres documents, certains Membres, dont Cuba, l'Inde et le Mexique, ont déclaré préférer le statu quo, en avançant souvent la nécessité de protéger les informations commerciales confidentielles contenues dans les documents relatifs aux procédures de règlement des différends. La communication de l'Australie à la session informelle du 20 novembre sur le réexamen du Mémorandum d'Accord, a proposé que les décisions provisoires des groupes spéciaux soient communiquées aux parties plus tôt dans le processus de décision afin de leur permettre de contester les conclusions avant que ne leur soit communiquée la décision finale.

Le droit des acteurs non étatiques de soumettre spontanément des contributions ou des interventions "amicus curiae" aux groupes spéciaux a fait l'objet d'encore plus de controverses que la circulation générale des documents, comme le montrent les vives critiques provoquées par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *USA – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, décision selon laquelle 'Un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire d'accepter, de considérer ou de rejeter des renseignements et des avis techniques qui lui sont soumis, *qu'il les*

ait demandés ou non. Les parties plaignantes dans cette affaire (l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande), ainsi que le Japon et le Brésil, ont fait objection à cette interprétation de l'article 13 du Mémoire d'accord lors de l'adoption du rapport, en novembre dernier.

Les communications du Pakistan, de Singapour et de la Thaïlande sur le réexamen du Mémoire d'accord préconisent que des modifications soient apportées au Mémoire pour annuler les conclusions de l'Organe d'appel. Ces pays soutiennent que seuls les participants et les tierces parties à un différend devraient avoir le droit de présenter des communications écrites. Singapour a mis en évidence le danger qu'il y avait à inonder les groupes spéciaux de communications non demandées, et les retards qui pourraient en découler dans le processus de règlement des différends.

Le Pakistan a soutenu qu'il incombait aux Membres de l'OMC plutôt qu'aux groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel, de décider de la participation des ONG aux procédures des différends ; et la Thaïlande a demandé qu'il soit interdit d'accepter des communications non demandées et que le Mémoire d'accord soit amendé pour restaurer les droits des Membres. Les Etats-Unis et l'Europe sont les principaux partisans du droit des ONG à soumettre des communications aux groupes spéciaux de règlement des différends.

Les propositions européennes et américaines d'ouvrir au public les audiences des groupes spéciaux ont peu de chances d'être acceptées, car de nombreux pays sont persuadés que l'OMC est un forum intergouvernemental qui ne devrait faire l'objet d'aucune pression de la part des groupes d'intérêt spéciaux. La nécessité de protéger les secrets commerciaux est souvent invoquée comme une raison de limiter la participation aux travaux des groupes spéciaux aux seuls gouvernements impliqués dans le différend.

Les pays examinent également la question d'accepter des avocats privés pendant les audiences des groupes spéciaux. Contrairement aux pratiques à l'époque du GATT, quand les différends étaient généralement traités par les diplomates, la plupart des audiences impliquent à présent des avocats hautement spécialisés en droit commercial. Cependant, les avocats présents aux audiences doivent être des responsables gouvernementaux et nombre de gouvernements de pays en développement ne disposent pas, parmi leurs responsables, de cette expertise. Il n'y a pas de grande opposition au principe d'admettre des conseils privés au sein de l'Organe de règlement des différends (ORD), mais les modalités d'application sont en cours de discussion, y compris les questions telles qu'éviter les conflits d'intérêts et élaborer un code de conduite pour les membres des groupes spéciaux, comme l'a proposé le Pakistan.

Les dispositions de l'ORD relatives au **traitement spécial et différencié** en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), sont des principes généraux plutôt que des obligations et n'ont pas encore donné d'avantages concrets, soutiennent les pays en développement. L'Inde a proposé le développement d'un mécanisme de surveillance pour contrôler le respect de ces obligations. Parmi les problèmes, il y a l'assistance insuffisante et les coûts élevés auxquels les pays en développement sont confrontés, pour soumettre ou défendre un dossier devant l'OMC. Comme il est important pour le Secrétariat de garder sa neutralité, le Venezuela a préconisé la mise en place d'une unité consultative indépendante, composée d'experts juridiques, pour aider les pays en développement impliqués dans des procédures de règlement des différends. L'Inde a proposé d'étendre 'le délai raisonnable' de mise en œuvre, de 15 à 30 mois pour les pays en développement; et que tout dossier soumis par un pays développé contre un pays en développement soit rejeté si les importations de ce dernier représentent moins de 7% de ses importations globales de la marchandise visée ou moins de 15% du volume cumulé des importations de produits ou de services similaires, provenant de l'ensemble des pays en développement.

Certains pays, dont l'Inde est le plus véhément, désirent modifier les règles du Mémoire d'accord concernant les '**plaintes multiples**'. Du fait que les décisions de règlement des différends ne sont contraignantes qu'entre les parties aux litiges (bien que d'autres puissent également bénéficier de la suppression des mesures incompatibles avec l'OMC), les pays initient parfois des procédures sur des cas déjà tranchés, comme lorsque l'UE a intenté une action contre le droit des brevets des 'boîte aux lettres' de l'Inde, alors que les Etats-Unis avaient déjà déposé une plainte sur le même cas. Ce genre de situations pourrait être évité si d'autres parties étaient autorisées à se joindre à un différend au stade de la mise en œuvre.

Composition des groupes spéciaux : à l'heure actuelle, les membres des groupes spéciaux issus de contextes géographiques et professionnels divers, sont désignés pour chaque affaire. Puisque nombre d'entre eux ont d'autres obligations et que les dossiers deviennent de plus en plus nombreux et complexes et les rapports de plus en plus longs, l'UE a préconisé la mise sur pied d'un corps professionnel de membres de groupes spéciaux. Ceci pourrait résoudre certains problèmes, mais en soulèverait d'autres : certains craignent que les points de vue individuels d'un nombre relativement restreint de spécialistes (15-24 personnes) ne soient rapidement connus, créant ainsi des risques d'influencer le recrutement de ce personnel et de remettre en cause les décisions des groupes spéciaux. D'autres pays, dont les Etats-Unis, le Pakistan et la Corée, ont proposé l'élaboration de règles concernant les conflits d'intérêt entre les membres des groupes spéciaux, l'Organe d'appel, et le personnel du Secrétariat de l'OMC affecté aux groupes spéciaux. L'Australie a préconisé la mise en place de groupes d'experts pour conseiller les groupes spéciaux sur des questions complexes telles que celles concernant les mesures environnementales et sanitaires/phytosanitaires.

Les questions **de conformité et de mise en œuvre** ont été ajoutées à l'agenda du réexamen à un stade relativement tardif. Comme l'a montré le différend sur la banane, ceci reste un domaine du système de règlement des différends qui n'a pas encore été mis à l'épreuve. La communication de l'Australie à la réunion du réexamen le 20 novembre a qualifié la question de la mise en œuvre de 'problème majeur' qui se profile à l'horizon et demandé que le Mémoire d'Accord soit amendé pour clarifier les procédures devant assurer la conformité.

Les Etats-Unis ont déclaré à l'ORD, le 25 novembre, qu'ils attendaient du réexamen la clarification de l'article 21.5, qui prévoit que les désaccords en matière de conformité 'seront réglés suivant les procédures de règlement des différends', mais n'énonce ni toutes les étapes à observer, ni la durée des différentes étapes. Il n'est pas non plus précisé si le réexamen de la mise en conformité doit être achevé avant qu'un pays ne puisse faire une demande de rétorsion commerciale.

Selon le Guatemala, l'article 21.5 devrait indiquer que tout désaccord au sujet de la conformité ne peut être soumis au réexamen du groupe spécial qu'une seule fois, et que si le groupe spécial conclut que la mesure proposée est incompatible avec l'Accord visé, le Membre lésé peut appliquer des contre-mesures sans autres procédures.

Dans leur communication en date du 29 octobre, les Etats-Unis ont préconisé des dispositions visant à garantir que la mise en œuvre ne se limite pas à 'simplement remplacer une violation des obligations au titre de l'OMC par une autre violation, d'un autre type'. Le document de travail de l'Inde propose qu'au cas où un pays en développement qui a remporté une décision contre un pays développé, conteste la mise en œuvre de la décision, les procédures de conformité au titre de l'article 21.5 soient résolues par le groupe spécial initial dans un délai de 30 jours (au lieu de 90) 'sans autres formes de procédures'. Le Pakistan a préconisé des dispositions qui obligeraient le pays perdant dans un différend à fournir une compensation au pays lésé, au lieu de permettre des mesures de rétorsion trans-sectorielles.

Autres questions

Parmi les autres sujets en discussion, figure le droit de se joindre à des consultations en raison d'un 'intérêt systémique' plutôt que d'un intérêt commercial. La Thaïlande et l'Australie ont appelé à un renforcement du processus de consultation. Un consensus est en train de se dégager sur la nécessité de clarifier les dispositions 'd'urgence' relatives au jugement des dossiers concernant les denrées périssables. Alors que les travaux sont accélérés jusqu'au rapport du groupe spécial (les groupes spéciaux sont tenus de statuer dans un délai de trois mois au lieu de six), la mise en œuvre n'est pas réglementée. Les délégués reconnaissent que ceci peut être un problème, mais craignent que cette précipitation soit au détriment d'une procédure formelle.

Prochaines étapes

Les Membres de l'OMC devront à présent déterminer les dispositions du Mémoire d'Accord qui bénéficient d'un appui suffisant pour que soient entamées des négociations pour les amender. Puisque certaines de ces questions peuvent être sources de dissensions -particulièrement celles relatives à la transparence et à la participation du public d'une part, et celles relatives à la mise en conformité illustrées par le désaccord actuel dans le cas de la banane d'autre part- les sources proches du processus refusent généralement de spéculer sur les dispositions qui retiendront l'attention des Membres à terme.

Néanmoins, un consensus semble se dégager en faveur d'une clarification ou d'un réexamen des procédures de mise en conformité et de consultation, ainsi que des dispositions relatives aux avocats privés, et aux dossiers urgents concernant les denrées périssables. Quand le processus de réexamen sera achevé, l'ORD transmettra des propositions d'amendement au Conseil général, qui les présentera à la troisième Conférence ministérielle en décembre 1999. Seule la Réunion ministérielle – la plus haute instance de direction de l'OMC – peut adopter des modifications aux traités. Puisque tous les amendements au Mémoire d'Accord doivent être adoptés par consensus, il est peu probable qu'il y ait des changements radicaux. Certains observateurs ont cependant souligné qu'au cas où le cycle de négociation post-2000 s'avérerait global, l'allongement de la période de réexamen pourrait offrir des opportunités d'échange dans ce domaine contre des concessions dans d'autres domaines des négociations commerciales.

Prévention des risques biotechnologiques : prochaine étape, l'OMC ?

Rupture des pourparlers sur la prévention des risques biotechnologiques

Les pourparlers de Cartagena (Colombie), qui ont eu lieu lors de la dernière semaine de février, en vue d'un Protocole international sur la prévention des risques biotechnologiques ont été interrompus au moment où les négociateurs s'affrontaient à propos du commerce des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les délégués ont choisi de suspendre la Session extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, plutôt que de voir la conférence s'achever sans parvenir à un accord. Les délégués ont accepté de considérer les discussions entamées à Cartagena comme base de travail pour un futur accord. Une telle initiative retarde d'au moins un an l'adoption d'un protocole sur la prévention des risques biotechnologiques.

La réunion de Cartagena a vu s'affronter d'un côté, l'Union européenne et les pays du Sud et de l'autre, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay – appelés Groupe de Miami des pays exportateurs d'OGM. Le Groupe de Miami a refusé d'inclure au protocole le concept de principe de précaution. Ce principe, souvent utilisé dans la politique environnementale, permet l'adoption de mesures préventives en l'absence de preuves scientifiques. Ainsi, la France a eu

recours à ce principe pour justifier l'interdiction des semences et des aliments pour animaux génétiquement modifiés, qui a été la cause d'un différend commercial entre les Etats-Unis et la France.

En outre, les Etats-Unis ont exigé que le protocole sur la prévention des risques biotechnologiques ne puisse se substituer aux obligations des pays au titre de l'OMC. Le Groupe de Miami s'est également opposé au fait que des produits tels que le maïs ou les graines de soja soient soumis au mécanisme d'accord préalable en connaissance de cause. Le Groupe de Miami s'est également opposé à l'extension du protocole au delà des OGM qui seraient cultivés, ce qui exclurait les dérivés d'OGM, tels que les produits pharmaceutiques, les vaccins et les aliments transformés. Rodrigo Artunduaga, le délégué colombien, a noté que le retrait des dérivés "exclurait plus de 90% des produits transgéniques, et rendrait le reste des dispositions sans valeur".

Le secteur privé américain en première ligne

Le secteur privé américain, bien avant la Conférence de Cartagena, semblait préoccupé par les impacts sur le commerce d'un Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Ainsi, Grocery Manufacturers of America – GMA (les Industriels de l'Épicerie en Amérique) avaient adressé, le 2 novembre, une lettre au Président Clinton lui demandant de mobiliser l'OMC pour combattre l'inclusion au Protocole des produits dérivés d'organismes génétiquement modifiés. Dans cette lettre, les industriels américains avaient soutenu que 'le Protocole imposerait des charges significatives au commerce international de produits qui ne présentent aucune menace confirmée pour la diversité biologique, y compris des boissons et des produits de consommation'. 'Ces produits non vivants [...] ne constituent aucune menace pour la diversité biologique et sont donc tout à fait en dehors du champ d'application du nouveau régime en cours de négociations pour le commerce des OVM (Organismes Vivants Modifiés)', a poursuivi la lettre.

Les industriels avaient en outre soutenu que si le Protocole était ratifié dans sa forme actuelle (c'est-à-dire avec des règles couvrant les produits dérivés d'OVM), 'des pays pourraient avoir recours au mécanisme d'accord préalable en connaissance de cause et à d'autres dispositions du [projet de protocole] en vue de justifier de nouveaux obstacles pour bloquer l'importation de produits dérivés de la biotechnologie provenant des producteurs des Etats-Unis et d'autres pays.' Selon eux, 'les principes de données scientifiques solides et de non-discrimination nécessaires au libre échange', actuellement protégés par l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et celui sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, seraient 'sapés sinon totalement annulés' pour les produits alimentaires et les boissons génétiquement modifiés si le Protocole devait couvrir non seulement les OVM mais aussi les 'produits qui en sont dérivés'.

NOUVELLES DE L'INTEGRATION REGIONALE

Conseil Ministériel ACP-UE à Dakar : un début de renégociation de la Convention de Lomé plutôt houleux

Les ministres du commerce de l'Union européenne et de 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) se sont réunis à Dakar, Sénégal, les 7 et 8 février 1999, pour une session de négociation de haut niveau en vue d'un accord devant succéder à la quatrième Convention de Lomé. La Convention de Lomé est un accord de coopération pour le développement qui a entre autres, fourni aux exportations ACP un accès préférentiel au marché de l'Union Européenne depuis les années 70. La Convention actuelle expire en l'an 2000, et l'UE propose le remplacement de son volet commercial par des accords de libre échange entre elle-même et des groupements régionaux des pays ACP (quatre pour l'Afrique, un pour les Caraïbes et un pour le Pacifique).

Les négociations ont été formellement lancées en septembre dernier, mais la réunion de Dakar a fourni aux partenaires de Lomé la première occasion de faire le point. Malgré le ton conciliant adopté par les co-présidents à la Réunion Ministérielle, ainsi que les nombreux domaines où les points de vue des deux parties convergent, des zones de divergence ont assombri la fin du Conseil Ministériel. Les questions suivantes ont été présentées comme cruciales par le Président du Conseil des Ministres ACP, George Saitoti : notamment la question de la bonne gouvernance; les procédures de consultations au titre de la clause de non-exécution ; les futurs régimes commerciaux à la lumière des règles de l'OMC; et les conditionnalités.

Du côté de l'UE, le Président en exercice du Conseil de l'UE, Joshua Fisher, a souligné la nécessité d'accroître l'efficacité de l'accord de la convention et d'une utilisation prudente des ressources qui seront mises à la disposition des ACP. L'inquiétude exprimée de l'UE face au nombre croissant des guerres civiles et conflits armés en Afrique montre l'importance qu'elle attache à la bonne gouvernance. Celle-ci est perçue comme ajoutant une dimension nouvelle à la gestion des ressources qui devraient être orientées vers la promotion d'un développement économique et social durable.

Sur la vaste gamme des sujets politiques et institutionnels, il y a eu accord de principe sur les questions telles que la structure du futur texte, les objectifs, les principes et la durée du futur accord qui couvrira cinq années et reposera sur trois piliers interactifs : le dialogue politique, la coopération en vue du développement et la coopération économique et commerciale. Les quatre principes fondamentaux qui doivent guider le futur partenariat comprendront l'égalité entre les partenaires, l'appropriation des stratégies de développement par les populations et les pays concernés ; l'implication d'un large spectre d'acteurs ; le rôle central du dialogue et des engagements mutuels et la différenciation des procédures de coopération. Le dialogue politique sera renforcé à différents niveaux et ira au-delà du niveau strictement institutionnel.

Les parties ont convenu du principe du maintien d'une clause de non-exécution, remaniée afin d'en améliorer les termes de mise en œuvre. Il y a eu accord sur la nécessité de donner la priorité au dialogue et de réexaminer les procédures de mise en œuvre de la clause, tout particulièrement en ce qui concerne son application. Le groupe ACP souhaite le réexamen de la teneur de cette clause afin de prévenir toute possibilité de prise de décision unilatérale. Une attention particulière sera accordée à l'approche à adopter en cas de procédures d'urgence et de consultations spéciales.

Sur les principes, les objectifs et les thèmes des stratégies de développement, les points de vue ont largement convergé sur l'objectif fondamental d'éradication de la pauvreté. Le groupe a également convenu que le cadre de coopération et de politique serait adapté aux situations individuelles, que l'appropriation devrait être encouragée et que le secteur public et la société civile devraient être intégrés au processus de développement. L'approche devrait être axée sur les populations, inclure des politiques économiques et sociales cohérentes, être guidée par des principes de meilleures pratiques en vue d'un développement durable, et se concentrer sur une meilleure gouvernance.

En ce qui concerne l'investissement et le développement du secteur privé, le rôle prépondérant de ce secteur dans la croissance et l'emploi a été reconnu par les deux parties. Outre la nécessité d'appuyer le développement du secteur privé et de créer un environnement propice à l'investissement, il sera nécessaire de clarifier la question de la cohérence et de la complémentarité entre les différents niveaux d'action et des politiques menées. Il faut prêter une attention particulière aux mesures visant à améliorer l'environnement institutionnel, politique et macro-économique, plus spécifiquement celles permettant de soutenir le développement des entreprises.

Les parties ont également abouti à un accord général en vue d'accélérer les réformes réglementaires, juridiques et macro-économiques; mettre à jour les politiques et les institutions du marché du travail; moderniser, renforcer et réformer les institutions financières et monétaires; appuyer les actions visant à promouvoir la démocratisation, la bonne gouvernance, la primauté du droit, l'efficacité des services publics et la décentralisation; et soutenir les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques dans les domaines économique, environnemental, social, technologique et de la recherche.

Le genre a été reconnu comme étant une question transversale qu'il faudrait prendre en compte dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des stratégies de développement, aux niveaux tant macro-économique que sectoriel. Les deux parties sont tombées d'accord sur la nécessité d'élaborer des politiques, des stratégies et des réformes sectorielles, notamment en matière de ressources en eau, de ressources halieutiques, d'éducation, de sécurité alimentaire et de développement des capacités de recherche technologique.

La politique sectorielle prendra en compte les questions environnementales et soutiendra les programmes spécifiques liés à la gestion des ressources naturelles. L'accord général sur l'appui aux politiques sociales inclut, entre autre un meilleur accès aux services de base et un appui renforcé à la réforme des systèmes sociaux de base. L'UE et les ACP ont convergé sur la nécessité de développer les industries culturelles et de prendre en compte les aspects culturels dans toutes les interventions de développement.

La coopération et l'intégration régionales ont été reconnues comme faisant partie intégrante des politiques et stratégies de développement. Un accord sur la nécessité de les soutenir en vue de l'intégration à l'économie mondiale, facteur de croissance et de réduction des disparités économiques et sociales.

La nécessité d'inclure tous les acteurs de la coopération décentralisée comme acteurs du développement dans le nouveau partenariat a été acceptée par principe; néanmoins l'accent a été mis sur la responsabilité première des autorités nationales pour définir le cadre des politiques ainsi que les stratégies et les programmes. En outre, l'implication des acteurs de la société civile se fera dans le cadre des objectifs et priorités fixés par l'Etat où ils auront un avantage comparatif dans la mise en œuvre des projets et des programmes de coopération. Il faudra davantage s'intéresser aux modalités de consultation et de dialogue ainsi qu'aux politiques opérationnelles destinées à appuyer ces acteurs dans le processus de programmation.

Les questions relatives à la coopération économique et commerciale ont été les plus conflictuelles. Le principal point de divergence a concerné la période de transition et sa durée, avant la négociation d'accords de partenariat économiques régionaux et de solutions alternatives pour les pays à faible revenu n'entrant pas dans la catégorie des PMA. Les discussions ont ainsi été axées sur la nécessité d'introduire progressivement des arrangements commerciaux alternatifs, d'où l'exigence d'une période préparatoire. Les préférences commerciales non-réciproques pour tous les ACP devraient être maintenues durant cette période et devraient donc faire l'objet d'une dérogation de l'OMC.

Les pays ACP ont proposé une période de dix ans, alors que la proposition initiale de l'UE portait sur 5 ans. Les deux parties ont convenu que l'OMC devrait être plus flexible et ont souligné qu'il était essentiel pour elles de coopérer et de collaborer étroitement en vue de défendre leur point de vue auprès de l'OMC.

En ce qui concerne les instruments et la gestion de la coopération financière, les principes de base restent les mêmes: promouvoir l'appropriation; refléter un partenariat revitalisé impliquant des droits et des obligations mutuels; souligner l'importance de la prévisibilité, de la sécurité et de la flexibilité; adapter l'assistance aux situations spécifiques et maintenir un traitement spécial pour les ACP les moins avancés, en tenant compte de la vulnérabilité des pays sans accès à la mer, des Etats insulaires et des pays sortant d'un conflit.

Bien que des divergences soient apparus par rapport à la question de la simplification et de la rationalisation des instruments de la coopération, il y a eu accord sur la nécessité de mettre en place des procédures d'accès simplifiées, pour garantir le

champ actuel de la coopération. Il y a cependant eu un désaccord sur le nombre d'instruments et sur le maintien des systèmes STABEX et SYSMIN.

Recommandations des ONG ACP au Conseil des Ministres ACP-UE de Dakar

(...) Conscients de notre rôle et de notre obligation morale en tant que partie de la société civile et partenaires actifs dans le processus de développement, nous, organisations de la société civile des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, invitons le Groupe ACP à prendre en considération les recommandations suivantes durant les négociations.

Participation de la société civile : Nous proposons que soit inclus dans l'accord de coopération ACP-UE un mécanisme de dialogue formel et structuré entre les gouvernements et la société civile comportant des dispositions concrètes pour assurer que l'engagement vis-à-vis de la participation de la société civile se traduira en un instrument effectif accordant une place primordiale aux considérations de genre. Tous les Etats ACP-UE sont partis prenantes aux différentes conventions multilatérales et instances internationales (OMC, Banque Mondiale, Nations Unies, Fond International de Développement Agricole) qui reconnaissent et adoptent le droit de participation de la société civile comme étant fondamentale pour un développement durable dans nos pays.

Nous recommandons l'établissement d'instances nationales de consultation, regroupant des représentants des gouvernements et de la société civile ainsi que le secteur privé pour faciliter le dialogue, guider et inspirer le processus au niveau national.

A l'échelle sous-régionale, il faudrait encourager et faciliter la participation de délégués désignés par la société civile ACP aux instances sous-régionales (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, SADC, par exemple). Des points focaux, un par sous-région, devraient être identifiés pour établir des relations avec les institutions de l'UE, des ACP, et du groupe ACP-UE. Un secrétariat basé à Bruxelles sera le centre névralgique pour permettre d'accéder à l'information et pour la diffuser. Il facilitera également la contribution de la société civile ACP et sa participation aux différentes instances.

Bonne gouvernance: Le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'autorité de la loi est déjà un élément essentiel de la Convention et sa portée est assez bien définie et acceptée. La bonne gouvernance est un objectif souhaitable mais ce concept reste ouvert à une vaste gamme d'interprétations culturelles, politiques et économiques. Nous proposons donc que la bonne gouvernance ne soit pas une clause essentielle mais un objectif qu'il faut s'efforcer d'atteindre. Il faudrait tenir compte du fait qu'aucun autre accord cadre de l'UE n'inclut la bonne gouvernance. Le processus peut sans doute s'inspirer des réalisations de l'UE en la matière.

Clause de non-exécution : Les modalités mutuellement convenues devraient former le cadre de la clause de non-exécution, l'instance de prise de décision comprenant les ACP et l'UE.

Pauvreté : Le cadre des stratégies de développement doit lier de manière conséquente le modèle économique aux stratégies de développement social visant la pauvreté en vue d'un développement durable. La lutte contre la pauvreté devrait être inhérente aux politiques économiques et sociales formulées par les Etats dans leurs plans de développement globaux. Ceux-ci devraient tourner autour d'alternatives viables au modèle de croissance économique, intégrant les préoccupations de genre et l'accès aux ressources et aux services pour les secteurs de nos sociétés affectés par la pauvreté.

Commerce : Nous soutenons totalement la position adoptée par les Etats ACP sur les questions commerciales mettant en évidence la nécessité d'une analyse en profondeur des options. Nous mettons l'accent sur la nécessité de négocier avec l'OMC une période de transition d'au moins dix ans. Ceci permettra une intégration sans heurts et progressive des pays les moins avancés (PMA) à l'économie mondiale, tel que spécifié dans le Traité de Maastricht. Une transition harmonieuse ne peut se faire en cinq ans. Le développement d'infrastructures nationales et sous-régionales doit être une priorité pour faciliter cette transition et permettre aux pays ACP de devenir plus compétitifs.

Investissement : L'investissement étranger direct (IED) n'est ni une panacée, ni une solution durable à la faiblesse de l'épargne intérieure, surtout quand cet investissement est concentré dans un nombre limité d'entreprises publiques privatisées. Sans un tissu économique sous-régional et national diversifié, l'IED ne peut avoir qu'un impact limité. Les mécanismes qui soutiennent et garantissent l'investissement devraient être élargis à toutes les catégories d'investisseurs, y compris aux acteurs de l'économie populaire, comme le spécifie la Commission du développement du Parlement européen. Ces mécanismes devraient être renforcés pour veiller tout particulièrement à améliorer l'accès à l'investissement pour les femmes qui opèrent en majorité dans l'agriculture, le commerce, et l'artisanat.

Rationalisation des instruments : Rationaliser les instruments ne devrait pas signifier réduire leur nombre ou le montant total du financement, mais rendre ces instruments plus faciles à manier et plus efficaces. Les instruments du STABEX et du SYSMIN devraient être conservés en tant qu'instruments distincts. Ils devraient cependant être améliorés pour permettre plus de transparence et un plus grand accès pour les bénéficiaires.

Processus de programmation : La réforme du processus de programmation est nécessaire mais devrait être abordée de façon à prendre en considération le contexte politique et socio-économique ainsi que la diversité culturelle au sein de la région ACP.

Dettes : Un engagement vis-à-vis de l'élimination de la dette doit être partie intégrante des négociations ACP-UE. A la lumière des effets dévastateurs du poids de la dette sur les pays ACP, les solutions du commerce et de l'aide financière durables ne peuvent devenir véritablement viables que si l'on s'attaque à cette question. Nous en appelons à une annulation complète de la dette contractée par les pays ACP au titre d'accords ACP-UE antérieurs, dans le but de libérer des ressources pour l'éducation, les services de santé et les infrastructures, qui stimuleront le commerce et l'investissement.

Solidarité : Finalement, tout en tenant compte des particularités et des intérêts individuels des différents Etats qui sont légitimes, nous demandons aux dirigeants des ACP de constituer un front commun et de parler d'une seule voix.

Forum de la Société Civile ACP, ENDA TM (Sénégal), Caribbean Policy Development Centre (Barbados), ONG FEFAM (Niger), CARMEN (Ghana), Forum des ONG de Guinée (Guinée).

NOUVELLES BREVES DE ICTSD ET DE SES PARTENAIRES

Nouvelles brèves de l'ICTSD et de ses partenaires

Le Séminaire de l'ICTSD sur le commerce régional et l'environnement en direction des gouvernements et de la société civile, initialement prévu pour décembre 1998 à Harare (Zimbabwe), s'est finalement tenu du 10 au 12 février 1999. Le Séminaire a été organisé en parallèle avec le séminaire de l'OMC sur le commerce régional et l'environnement pour l'Afrique anglophone.

Près de 70 personnes d'institutions non gouvernementales, universitaires, et gouvernementales, de l'OMC et d'autres organisations internationales ont pris part à cette rencontre. Les discussions ont porté sur des questions d'intérêt particulier pour l'Afrique, telles que la diversité biologique, la désertification en relation avec le commerce, ainsi que sur le commerce régional et multilatéral et la coopération pour l'environnement.

Contacter : Christophe Bellmann, ICTSD, tél : (41-22) 917-8492, fax : 917-8093, e-mail : cbellmann@ictsd.ch.

Nouvelles de Solagral

Solagral a organisé, le 26 novembre 1998, une table ronde intitulée Gestion des Ressources Naturelles : Droits de Propriété, Institutions et Marchés. L'objectif de la réunion était de fournir à des responsables gouvernementaux, des représentants d'ONG et des universitaires l'occasion de réfléchir sur les instruments et les politiques qui pourraient promouvoir la gestion équitable et à long terme des ressources naturelles. Plusieurs thèmes ont été abordés: l'état actuel des négociations sur la gestion des ressources naturelles et le lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales ; les instruments économiques et les conséquences de l'extension des mécanismes juridiques des marchés, tels que les droits des utilisateurs et les droits de pollution. Les deux autres thèmes concernaient les nouvelles formes de réglementation environnementale à travers les instruments juridiques, et la cohérence des politiques de développement.

Solagral organisera à Abidjan (Côte d'Ivoire) un important séminaire au cours de la première quinzaine d'avril sur le thème commerce, environnement et développement en Afrique.

Contacter : Solagral, tél : (33-4) 99 23-22.80; fax: (33-4) 99 23-24 61; e-mail : stephane.gueneau@ensam.inra.fr

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PUENTES/PASSERELLES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur pour l'appui qu'elle a fourni pour la publication de Passerelles et de Puentes.

BRIDGES Between Trade and Sustainable est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Chargée de publication : Anja Halle

Rédactrice associée: Caroline Dommen

Adresse: 13 chemin des Anémones
1219 Genève, Suisse

Tel: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@iprolink.ch

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Chargée de publication: Mariá Amparo Albán

Adresse: Casilla 17-17-558
Quito, Ecuador

Tel: (593-2) 451-822/463-503

Fax: (593-2) 456-521

E-mail: ffla1@fulano.org.ec

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ICTSD et ENDA-Tiers Monde.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt Chargé de publication:
Taoufik Ben Abdallah

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Senegal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de ICTSD, FUTURO latinoamericano et ENDA-Tiers Monde. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial par d'autres publications à la condition d'en citer l'origine et les auteurs.

SITE WEB ICTSD

<http://www.ictsd.org>

BRIDGES, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont disponibles sur le site internet de ICTSD dans un format pdf et html.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Si vous désirez vous abonner à la revue hebdomadaire des nouvelles sur le commerce et l'environnement de ICTSD, vous pouvez envoyer un courrier électronique à : Majordomo@igc.apc.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, mentionnez: suscribe

tradedev. La revue est disponible aussi sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

CALENDRIER DES REUNIONS

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation

Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-

Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions de l'OMC en mars et avril

15-16 mars	Symposium de haut niveau sur le commerce et l'environnement (Genève) contacter : Jan-Eirik Sorensen, tél : 5237, fax : 5620
17-18 mars	Symposium de haut niveau sur le commerce et le développement (Genève) contacter : Chiedu Osakwe, tél : 5250, fax : 5774
17-19 mars	Organe de supervision des textiles contacter : J.P. Lapalme, tél : 5223, fax : 5765
19 mars	Organe de règlement des différends contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761
22 mars	Conseil du commerce des services contacter A. Hamid Mamdouh, tél : 5435, fax : 5771
22-23 mars	Groupe de travail des liens entre commerce et investissement contacter Mark Koulen, tél : 5224, fax : 5790
24-26 mars	Session spéciale du Conseil général : préparation de la troisième Conférence ministérielle contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761
25-26 mars	Conseil du commerce des services contacter A. Hamid Mamdouh, tél : 5435, fax : 5771
25-26 mars	Comité de l'agriculture contacter Paul Shahanan, tél : 5095, fax : 5760
25 mars	Conseil du commerce des marchandises contacter Suja Rishikesh, tél : 5485, fax : 5770
30-31 mars	Comité des obstacles techniques au commerce Contacter Viven Liu, tél : 5455, fax : 5620
6 - 8 avril	Réunion de Solagral sur le commerce et l'environnement (Abidjan) contacter Stéphane Guéneau, tél 33 4 99 23 22 80, fax: 33 4 99 23 24 61
12 - 13 avril	Session spéciale du Conseil général : Réunion informelle préparatoire de la 3ème Conférence ministérielle contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761
12-19 avril	Comité des règles d'origine contacter Eki Kim, tél : 5584, fax : 5770
14 avril	Conseil général de l'OMC contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761

19-20 avril	Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence contacter Robert Anderson, tél : 5198, fax : 5790
20-22 avril	Organe de supervision des textiles contacter J.P. Lapalme, tél : 5223, fax : 5765
21-22 avril	Conseil des ADPIC contacter Matthijs Geuze, tél : 5418, fax : 5790
22-23 avril	Comité du commerce et de l'environnement contacter Doaa Abdel Motaal, tél : 5873, fax : 5620
26-27 avril	Conseil du commerce des services contacter A. Hamid Mamdouh, tél : 5435; fax : 5771
28 avril	Organe de règlement des différends contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761

Publications et ressources

- Caroline Dommen et Phillippe Cullet : Droit international de l'environnement, textes de base et références. Kluwer Law International, La Haye, 896 p.
- Correa, Carlos M. et Yusuf, Abdulqawi A. (éds) : la propriété intellectuelle et le commerce international; l'Accord sur les ADPIC. Kluwer Law International, La Haye.
- Darrel A. Posey et Grahaam Dutfield : Le marché mondial de la propriété intellectuelle : Droits des communautés traditionnelles et indigènes. CRDI et WWF, 1997.
- FIPA : Commerce et environnement, - le point de vue des agriculteurs -, Paris, novembre 1996.
- FIPA : Les agriculteurs et les nouveaux enjeux de la biotechnologie. Déclaration et recommandations des agriculteurs du monde, Paris, juin 1998
- GLOBE International, politisation de l'économie mondiale : pourquoi, comment et pour qui ? Résumé des actes de la conférence internationale, Genève, mars 1998.
- Groupe de pêche et développement : Pêche et développement n°44, 3ème trimestre 1998, 8p (Au sommaire : ACP : accords de pêche et subventions, Benin : du poison dans les poissons, Philliperie : les femmes et la gestion intégrée des zones côtières, ...
- Hildebrand, Martijn, 1998 : changer ou ne pas changer. Recherche sur le processus décisionnel de l'Union Européenne concernant le réexamen de l'article 27.3 (b) de l'accord sur les ADPIC, Greenpeace, Bruxelles.
- IUED, Annuaire Suisse - Tiers Monde 1998, N°17, dossier : propriété intellectuelle : quels enjeux pour les pays en développement ? Genève, 1998, pp. 5-123.
- OMC, un commerce ouvert sur l'avenir, deuxième édition, version provisoire, 1998, 100 p. (Document très général faisant le point des activités de l'OMC).
- OMC, considérations autres que d'ordre commercial à prendre en compte lors des prochaines négociations sur l'agriculture, communication de l'Argentine, août 1998, 5 p.
- OMC, un commerce ouvert sur l'avenir, deuxième édition, version provisoire, 1998, 100 p. (Document très général faisant le point des activités de l'OMC).
- OMC, considérations autres que d'ordre commercial à prendre en compte lors des prochaines négociations sur l'agriculture, communication de l'Argentine, août 1998, 5 p.
- OMC, effets de restriction des échanges des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité, note d'information du Secrétariat, avril 1997.

- OMC, rapport et recommandations adoptées à l'issue du colloque des ONG sur les questions liées au commerce qui affectent les pays les moins avancés, organisé conjointement par l'OMC et la CNUCED, recommandations de la société civile à la réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, octobre 1997.
- OMC, avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges, note du Secrétariat, novembre 1997, 80 p.
- OMC, Inde - Protection conférée par un brevet et pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. Plainte des Communautés européennes et de leurs états membres. Rapport du Groupe Spécial, août 1998, 95 p.
- OMC, libéralisation du commerce et développement humain durable, le défi de la promotion de pratiques commerciales viables, octobre 1997, 30 p.
- OMC, 1999 : les effets environnementaux et la libéralisation du commerce dans le secteur agricole. Propositions de la Norvège. WT/CTE/W/100. OMC Genève.
- PUSEY D. & DUTFIELD G., le marché mondial de la propriété intellectuelle, WWF-CRDI, 1997, 345 p.
- Secrétariat d'Etat à la coopération et à la francophonie: Compétitivité de la pêche maritime en Afrique, 1998, 360 p.
- Solagral/UNESCO: Mondialisation et développement durable, quelles instances de régulation ? Document de synthèse 80 p., 1999.